



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῆ 26. Αὐγούστου 1921

Τεύχος Πρώτον

Ἀριθμὸς φύλλου 184

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νόμοι

Νόμος 2703 περὶ κυρώσεως τοῦ Ὄργανισμοῦ τοῦ Διαρκοῦς Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης..... 1

Βασιλικά διατάγματα

Περὶ ὀργανισμοῦ τῶν Δημοσίων Ἐμπορικῶν Σχολῶν..... 2
Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ περὶ ἔμπορίας τῶν χημικῶν λιπασμάτων Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915..... 3

ΝΟΜΟΙ

Ἐπὶ κυρώσεως τοῦ Ὄργανισμοῦ τοῦ Διαρκοῦς Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης.

Νόμος 2703

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐψηφισμένοι ἑμφανῶς μετὰ τῆς Γ' ἐν Ἀθήναις Ἐθνικῆς Συνελεύσεως, ἀπεφασίσαντες καὶ διατάσσοντες

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦνται τὸ ἀπὸ 16 Δεκεμβρίου 1920 πρωτόκολλον

ὁποῦραφῆς περὶ ἀναγνωρίσεως τοῦ ὀργανισμοῦ τοῦ Διαρκοῦς Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης, τὸ συμφώνως πρὸς τὴν ἑμβόριον ἀπόφασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν τῆς 13 Δεκεμβρίου 1920 καταρτισθῆν καὶ ὑπογραφῆν ὑπὸ τοῦ παρ' αὐτῆ νομίμου πληρεξούσιου τῆς Ἑλλάδος, ὡς καὶ ὁ κρηνητῆμος τούτου ὀργανισμὸς τοῦ εἰρημένου δικαστηρίου, ὁ ἐγκριθεὶς ἑμφανῶς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἐν Γενεύῃ τῆ 13ῃ Δεκεμβρίου 1920 (ν. ἡ.), ὧν τὸ κείμενον ἐπεται ἐν ἀγγλικῷ καὶ γαλλικῷ πρωτοτύποις, παρεπομένης καὶ ἑλληνικῆς μεταφράσεως.

STATUT

DE LA

COUR PERMANENTE DE JUSTICE

INTERNATIONALE

Visé par

l'Article 14 du Pacte de la Société des Nations

Article 1.

Indépendamment de la Cour d'Arbitrage, organisée par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 et des Tribunaux spéciaux d'Arbitres, auxquels les Etats demeurent toujours libres de confier la solution de leurs différends, il est institué, conformément à l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, une Cour Permanente de Justice Internationale.

CHAPITRE PREMIER

Organisation de la Cour

Article 2.

La Cour Permanente de Justice Internationale est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des juriconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

Article 3.

La Cour se compose de quinze membres: onze juges titulaires et quatre juges suppléants. Le nombre des juges titulaires et des juges suppléants peut être éventuellement augmenté par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concu-

STATUTE

FOR

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL

JUSTICE

Provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

Article 1.

A Permanent Court of International Justice is hereby established, in accordance with article 14 of the Covenant of the League of Nations. This Court shall be in addition to the Court of Arbitration organised by the Conventions of The Hague of 1899 and 1907, and to the special Tribunals of Arbitration to which States are always at liberty to submit their disputes for settlement.

CHAPTER I.

Organisation of the Court.

Article 2.

The Permanent Court of International Justice shall be composed of a body of independent judges, elected regardless of their nationality from amongst persons of high moral character, who possess the qualifications required in their respective countries for appointment to the highest judicial offices, or are juriconsults of recognised competence in international law.

Article 3.

The Court shall consist of fifteen members: eleven judges and four deputy-judges. The number of judges and deputy-judges may hereafter be increased by the Assembly, upon the proposal of the Coun-

rence de quinze juges titulaires et de six juges suppléants.

Article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux désignés à cet effet par leurs Gouvernements dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 5.

Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire Général de la Société des Nations invite par écrit les Membres de la Cour d'Arbitrage appartenant aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte ou entrés ultérieurement dans la Société des Nations, ainsi que les personnes désignées conformément à l'alinéa 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé par groupes nationaux à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de Membre de la Cour.

Chaque groupe ne peut, en aucun cas, présenter plus de quatre personnes, dont deux au plus de sa nationalité. En aucun cas, il ne peut être présenté un nombre de candidats plus élevé que le double des places à remplir.

Article 6.

Avant de procéder à cette désignation, il est recommandé à chaque groupe national de consulter la plus haute Cour de Justice, les Facultés et Ecoles de Droit, les Académies nationales et les sections nationales d'Académies internationales, vouées à l'étude du droit.

Article 7.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations, dresse par ordre alphabétique, une liste de toutes les personnes ainsi désignées: seules ces personnes sont éligibles, sauf le cas prévu à l'article 12, paragraphe 2.

Le Secrétaire Général communique cette liste à l'Assemblée et au Conseil.

Article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'une de l'autre, à l'élection, d'abord des juges titulaires, ensuite des juges suppléants.

Article 9.

Dans toute élection, les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Cour, non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

Article 10.

Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée et dans le Conseil.

cil of the League of Nations, to a total of fifteen judges and six deputy-judges.

Article 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration, in accordance with the following provisions.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention of The Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

Article 5.

At least three months before the date of the election, the Secretary-General of the League of Nations shall address a written request to the Members of the Court of Arbitration belonging to the States mentioned in the Annex to the Covenant or to the States which join the League subsequently, and to the persons appointed under paragraph 2 of Article 4, inviting them to undertake, within a given time, by national groups, the nomination of persons in a position to accept the duties of a member of the Court.

No group may nominate more than four persons, not more than two of whom shall be of their own nationality. In no case must the number of candidates nominated be more than double the number of seats to be filled.

Article 6.

Before making these nominations, each national group is recommended to consult its Highest Court of Justice, its Legal Faculties and Schools of Law, and its National Academies and national sections of International Academies devoted to the study of Law.

Article 7.

The Secretary-General of the League of Nations shall prepare a list in alphabetical order of all the persons thus nominated. Save as provided in Article 12, paragraph 2, these shall be the only persons eligible for appointment.

The Secretary-General shall submit this list to the Assembly and to the Council.

Article 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect, firstly the judges, then the deputy-judges.

Article 9.

At every election, the electors shall bear in mind that not only should all the persons appointed as members of the Court possess the qualifications required, but the whole body also should represent the main forms of civilisation and the principal legal systems of the world.

Article 10.

Those candidates who obtain an absolute majority of votes in the Assembly and in the Council shall be considered as elected.

Au cas où le double scrutin de l'Assemblée et du Conseil se porterait sur plus d'un ressortissant du même Membre de la Société des Nations, le plus âgé est seul élu.

Article 11.

Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé, de la même manière, à une seconde élection et, s'il est nécessaire, à une troisième.

Article 12.

Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être à tout moment formé sur la demande, soit de l'Assemblée, soit du Conseil, une Commission médiatrice de six membres, nommés trois par l'Assemblée, trois par le Conseil, en vue de choisir pour chaque siège non-pourvu un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée et du Conseil.

Peuvent être portées sur cette liste, à l'unanimité, toutes personnes satisfaisant aux conditions requises, alors même qu'elles n'auraient pas figuré sur la liste de présentation visée aux articles 4 et 5.

Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut réussir à assurer l'élection, les membres de la Cour déjà nommés pouvoient aux sièges vacants, dans un délai à fixer par le Conseil, en choisissant parmi les personnes qui ont obtenu des suffrages soit dans l'Assemblée, soit dans le Conseil.

Si parmi les juges il y a partage égal des voix, la voix du juge le plus âgé l'emporte.

Article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans. Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dans ils sont déjà saisis.

Article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection. Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Article 15.

Les juges suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau.

Le tableau est dressé par la Cour en tenant compte d'abord de la priorité d'élection et ensuite de l'ancienneté d'âge.

Article 16.

Les Membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative. Cette disposition ne s'applique pas aux juges suppléants en dehors de l'exercice de leurs fonctions près de la Cour.

En cas de doute, la Cour décide.

Article 17.

Les Membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans au-

In the event of more than one national of the same Member of the League being elected by the votes of both the Assembly and the Council, the eldest of these only shall be considered as elected.

Article 11.

If, after the first meeting held for the purpose of the election, one or more seats remain to be filled, a second and if necessary, a third meeting shall take place.

Article 12.

If, after the third meeting, one seats still remain unfilled, a joint conference consisting of six members, three appointed by the Assembly and three by the Council, may be formed, at any time, at the request of either the Assembly or the Council, for the purpose of choosing one name for each seat still vacant, to submit to the Assembly and the Council for their respective acceptance.

If the Conference is unanimously agreed upon any person who fulfils the required conditions, he may be included in its list even though he was not included in the list of nominations referred to in Articles 4 and 5.

If the joint conference is satisfied that it will not be successful in procuring an election, those members of the Court who have already been appointed shall, within a period to be fixed by the Council, proceed to fill the vacant seats by selection from amongst those candidates who have obtained votes either in the Assembly or in the Council.

In the event of an equality of votes amongst the judges, the eldest judge shall have a casting vote.

Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

Article 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election. A member of the Court elected to replace a member whose period of appointment had not expired will hold the appointment for the remainder of his predecessor's term.

Article 15.

Deputy-judges shall be called upon to sit in the order laid down in a list.

This list shall be prepared by the Court and shall have regard firstly to priority of election and secondly to age.

Article 16.

The ordinary Members of the Court may not exercise any political or administrative function. This provision does not apply to the Deputy Judges except when performing their duties on the Court.

Any doubt on this is settled by the decision of the Court.

Article 17.

No Member of the Court can act as agent, counsel or advocate in any case of an international nature,

cune affaire d'ordre international. Cette disposition ne s'applique aux juges suppléants qu'en ce qui concerne les affaires pour lesquelles ils sont appelés à exercer leurs fonctions près de la Cour.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseillers ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

Article 18.

Les membres de la Cour ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres membres, ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations en est officiellement informé par le Greffier.

Cette communication emporte vacance de siège.

Article 19.

Les membres de la Cour jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

Article 20.

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre engagement solennel d'exercer ses attributions en impartialité et en toute conscience.

Article 21.

La Cour élit, pour trois ans, son Président et son Vice-Président; ils sont rééligibles.

Elle nomme son Greffier.

La fonction de Greffier de la Cour n'est pas incompatible avec celle de Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Article 22.

Le siège de la Cour est fixé à La Haye.

Le Président et le Greffier résident au siège de la Cour.

Article 23.

La Cour tient une session chaque année.

Sauf disposition contraire du règlement de la Cour cette session commence le 15 juin, et continue tant que le rôle n'est pas épuisé.

Le Président convoque la Cour en session extraordinaire quand les circonstances l'exigent.

Article 24.

Si pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime devoir ne pas participer au jugement d'une affaire déterminée, il en fait part au Président.

Si le Président estime qu'un des membres de la Cour ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit celui-ci.

Si, en pareils cas, le membre de la Cour et le Président sont en désaccord, la Cour décide.

Article 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Si la présence de onze juges titulaires n'est pas

This provision only applies to the deputy-judges as regards cases in which they are called upon to exercise their functions on the Court.

No Member may participate in the decision of any case in which he has previously taken an active part, as agent, counsel or advocate for one of the contesting parties, or as a Member of a national or international Court, or of a Commission of enquiry, or in any other capacity.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

Article 18.

A member of the Court cannot be dismissed unless, in the unanimous opinion of the other members, he has ceased to fulfil the required conditions.

Formal notification thereof shall be made to the Secretary-General of the League of Nations, by the Registrar.

This notification makes the place vacant.

Article 19.

The Members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities.

Article 20.

Every member of the Court shall, before taking up his duties, make a solemn declaration in open Court that he will exercise his powers impartially and conscientiously.

Article 21.

The Court shall elect its President and Vice-President for three years; they may be re-elected.

It shall appoint its Registrar.

The duties of Registrar of the Court shall not be deemed incompatible with those of Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration.

Article 22.

The seat of the Court shall be established at The Hague.

The President and Registrar shall reside at the seat of the Court.

Article 23.

A session of the Court shall be held every year.

Unless otherwise provided by rules of Court, this session shall begin on the 15th of June, and shall continue for so long as may be deemed necessary to finish the cases on the list.

The President may summon an extraordinary session of the Court whenever necessary.

Article 24.

If, for some special reason, a member of the Court considers that he should not take part in the decision of a particular case, he shall so inform the President.

If the President considers that for some special reason one of the members of the Court should not sit on a particular case, he shall give him notice accordingly.

If in any such case the member of the Court and the President disagree, the matter shall be settled by the decision of the Court.

Article 25.

The full Court shall sit except when it is expressly provided otherwise.

If eleven judges cannot be present, the number

assurée, ce nombre est parfait par l'entrée en fonction des juges suppléants.

Toutefois, si onze juges ne sont pas disponibles, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

Article 26.

Pour les affaires concernant le Travail et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres Traités de Paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Dans tous les cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'article précédent, le Président priera un autre juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste d'Assesseurs pour litiges de travail, composée de noms présentés à raison de deux par chaque membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres Traités de Paix.

Dans les affaires concernant le Travail, le Bureau International du Travail aura la faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

Article 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications et spécialement pour les affaires visées dans la partie XII (ports, voies d'eau, voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres Traités de Paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après:

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'article précédent, le Président priera un autre

shall be made up by calling on deputy-judges to sit

If, however, eleven judges are not available, a quorum of nine judges shall suffice to constitute the Court.

Article 26.

Labour cases, particularly cases referred to in Part XIII (Labour) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

The Court will appoint every three years a special chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this chamber. In the absence of any such demand, the Court will sit with the number of judges provided for in Article 25. On all occasions the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote, and chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests.

If there is a national of one only of the parties sitting as a judge in the chamber referred to in the preceding paragraph, the President will invite one of the other judges to retire in favour of a judge chosen by the other party in accordance with Article 31.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of «Assessors for Labour cases» composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations and an equivalent number nominated by the Governing Body of the Labour Office. The Governing Body will nominate, as to one half, representatives of the workers, and as to one half, representatives of employers from the list referred to in Article 412 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

In Labour cases the International Labour Office shall be at liberty to furnish the Court with all relevant information, and for this purpose the Director of that Office shall receive copies of all the written proceedings.

Article 27.

Cases relating to transit and communications, particularly cases referred to in Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace shall be heard and determined by the Court under the following conditions:

The Court will appoint every three years a special chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this chamber. In the absence of any such demand, the Court will sit with the number of judges provided for in Article 25. When desired by the parties or decided by the Court, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote.

If there is a national of one only of the parties sitting as a judge in the chamber referred to in the preceding paragraph, the President will invite one of the other

judge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste «d'Assesseurs pour litiges de transit et de communications», composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

Article 28.

Les chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 peuvent, avec le consentement des parties en cause, siéger ailleurs qu'à La Haye.

Article 29.

En vue de la promptitude de l'expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de trois juges, appelée à statuer en procédure sommaire, lorsque les parties le demandent.

Article 30.

La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment la procédure sommaire.

Article 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une seule des parties, l'autre partie peut désigner pour siéger un juge suppléant s'il s'en trouve un de sa nationalité. S'il n'en existe pas elle peut choisir un juge, pris de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation ou au choix d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions qui précèdent que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés ou choisis, comme il est aux paragraphes 2 et 3 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2, 16, 17, 20, 24 du présent acte. Ils statuent sur un pied d'égalité avec leurs collègues.

Article 32.

Les juges titulaires reçoivent une indemnité annuelle à fixer par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Cette indemnité ne peut être diminuée pendant la durée des fonctions du juge.

Le Président reçoit une indemnité spéciale déterminée de la même manière pour la durée de ses fonctions.

Le Vice-Président, les juges suppléants reçoivent dans l'exercice de leurs fonctions une indemnité à fixer de la même manière.

Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour reçoivent le remboursement des frais de voyages nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions.

Les indemnités dues aux juges désignés ou choisis conformément à l'article 31 sont réglées de la même manière.

judges to retire in favour of a judge chosen by the other party in accordance with Article 31.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of «Assessors for Transit and Communications cases» composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations.

Article 28.

The special chambers provided for in Articles 26 and 27 may, with the consent of the dispute, sit elsewhere than at The Hague.

Article 29.

With a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of three judges who, at the request of the contesting parties, may hear and determine cases by summary procedure.

Article 30.

The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular, it shall lay down rules for summary procedure.

Article 31.

Judges of the nationality of each contesting party shall retain their right to sit in the case before the Court.

If the Court includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties only, the other party may select from among the deputy-judges a judge of its nationality, if there be one. If there should not be one, the party may choose a judge, preferably from among those persons who have been nominated as candidates as provided in Articles 4 and 5.

If the Court includes upon the Bench no judge of the nationality of the contesting parties, each of these may proceed to select or choose a judge as provided in the preceding paragraph.

Should there be several parties in the same interests they shall, for the purpose of the preceding provisions, be reckoned as one party only. Any doubt upon this point is settled by the decision of the Court.

Judges selected or chosen as laid down in paragraphs 2 and 3 of this Article shall fulfil the conditions required by Articles 2, 16, 17, 20-24 of this Statute. They shall take part in the decision on equal footing with their colleagues.

Article 32.

The judges shall receive an annual indemnity to be determined by the Assembly of the League of Nations upon the Council. This indemnity must not be decreased during the period of a judge's appointment.

The President shall receive a special grant for period of office, to be fixed in the same way.

The Vice-President, judges and deputy-judges, shall receive a grant for the actual performance of their duties, to be fixed in the same way.

Travelling expenses incurred in the performance of their duties shall be refunded to judges and deputy-judges who do not reside at seat of the Court.

Grants due to judges selected or chosen as provided in Article 31 shall be determined in the same way.

Le traitement du Greffier est fixé par le Conseil sur la proposition de la Cour.

L'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil, adoptera un règlement spécial fixant les conditions sous lesquelles des pensions seront allouées au personnel de la Cour.

Article 33.

Les frais de la Cour sont supportées par la Société des Nations de la manière que l'Assemblée décide sur la proposition du Conseil.

CHAPITRE II

Compétence de la Cour.

Article 34.

Seuls les Etats ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour.

Article 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour, que cette partie devra supporter.

Article 36.

La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Les Membres de la Société et Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet:

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou Etats, ou pour un délai déterminé.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 37.

Lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction.

Article 38.

La Cour applique:

1. Les conventions internationales, soit générale

The salary of the Registrar shall be decided by the Council upon the proposal of the Court.

The Assembly of the League of Nations shall lay down, on the proposal of the Council, a special regulation fixing the conditions under which retiring pensions may be given to the personnel of the Court.

Article 33.

The expenses of the Court shall be borne by the League of Nations, in such a manner as shall be decided by the Assembly upon the proposal of the Council.

CHAPTER II

Competence of the Court.

Article 34.

Only States or Members of the League of Nations can be parties in cases before the Court.

Article 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a State which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court.

Article 36.

The jurisdiction of the Court comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in Treaties and Conventions in force.

The Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant may, either when signing or ratifying the protocol to which the present Statute is adjoined, or at a later moment, declare that they recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all or any of the classes of legal disputes concerning:

- (a) The interpretation of a Treaty.
- (b) Any question of International Law.
- (c) The existence of any fact which, if established would constitute a breach of an international obligation.
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

The declaration referred to above may be made unconditionally or on condition of reciprocity on the part of several or certain Members or States, or for a certain time.

In the event of a dispute as to whether the Court has jurisdiction, the matter shall be settled by the decision of the Court.

Article 37.

When a treaty or convention in force provides for the reference of a matter to a tribunal to be instituted by the League of Nations, the Court will be such tribunal.

Article 38.

The Court shall apply:

1. International conventions, whether general or

rales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige;

2. La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit;

3. Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées;

4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer ex aequo et bono.

CHAPITRE III.

Procédure.

Article 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

À défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la requête des parties, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Article 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire Général.

Article 41.

La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil.

Article 42.

Les parties sont représentées par des agents. Elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats.

Article 43.

La procédure a deux phases: l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication à juge et à partie des mémoires, des contre-mémoires, et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toute pièce et document à l'appui.

La communication se fait par l'entremise du Greffe dans l'ordre et les délais déterminés par la Cour.

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre en copie certifiée conforme.

particular, establishing rules expressly recognised by the contesting States;

2. International custom, as evidence of a general practice accepted as law;

3. The general principles of law recognised by civilised nations

4. Subject to the provisions of Article 59, judicial decisions and the teachings of the most highly qualified publicists of the various nations, as subsidiary means for the determination of rules of law.

This provision shall not prejudice the power of the Court to decide a case ex aequo et bono, if the parties agree thereto.

CHAPTER III.

Procedure.

Article 39.

The official languages of the Court shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted in French, the judgment will be delivered in French. If the parties agree that case shall be conducted in English, the judgment will be delivered in English.

In the absence of an agreement as to which language which it prefers, the decision of the Court will be given in French and English. In this case the Court will at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

The Court may, at the request of the parties, authorize a language other than French or English to be used

Article 40.

Cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement, or by a written application addressed to the Registrar. In either case the subject of the dispute and the contesting parties must be indicated.

The Registrar shall forthwith communicate the application to all concerned.

He shall also notify the Members of the League of Nations through the Secretary-General.

Article 41.

The Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to reserve the respective rights of either party.

Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and the Council.

Article 42.

The parties shall be represented by Agents. They may have the assistance of Counsel or Advocates before the Court.

Article 43.

The procedure shall consist of two parts: written and oral.

The written proceedings shall consist of the communication to the judges and to the parties of cases, counter-cases and, if necessary, replies; also all papers and documents in support.

These communication shall be made through the Registrar, in the order and within the time fixed by the Court.

A certified copy of every document produced by one party shall be communicated to the other party.

La procédure orale consiste dans l'audition par la Cour des témoins, experts, agents, conseils et avocats.

Article 44.

Pour toute notification, à faire à d'autres personnes que les agents, conseils et avocats, la Cour s'adresse directement au Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel la notification doit produire effet.

Il en est de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

Article 45.

Les débats sont dirigés par le Président et à défaut de celui-ci par le Vice-Président; en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges présents.

Article 46.

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

Article 47.

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le Greffier et le Président.

Ce procès-verbal a seul caractère authentique.

Article 48.

La Cour rend des ordonnances pour la direction du procès, la détermination des formes et délais dans lesquels chaque partie doit finalement conclure; elle prend toutes les mesures que comporte l'administration des preuves.

Article 49.

La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.

Article 50.

A tout moment, la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

Article 51.

Au cours des débats, toutes questions utiles sont posées aux témoins et experts dans les conditions que fixera la Cour dans le règlement visé à l'article 30.

Article 52.

Après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre.

Article 53.

Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

Article 54.

Quand les agents, avocats et conseils ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats.

The oral proceedings shall consist of the hearing by the Court of witnesses, experts, agents, counsel and advocates.

Article 44.

For the service of all notices upon persons other than the agents, counsel and advocates, the Court shall apply direct to the Government of the State upon whose territory the notice has to be served.

The same provision shall apply whenever steps are to be taken to procure evidence on the spot.

Article 45.

The hearing shall be under the control of the President or, in his absence, of the Vice-President; if both are absent, the senior judge shall preside.

Article 46.

The hearing in Court shall be public, unless the Court shall decide otherwise, or unless the parties demand that the public be not admitted.

Article 47.

Minutes shall be made at each hearing, and signed by the Registrar and the President.

These minutes shall be the only authentic record.

Article 48.

The Court shall make orders for the conduct of the case, shall decide the form and time in which each party must conclude its arguments, and make all arrangements connected with the taking of evidence.

Article 49.

The Court may, even before the hearing begins, call upon the agents to produce any document, or to supply any explanations. Formal note shall be taken of any refusal.

Article 50.

The Court may, at any time, entrust any individual, body, bureau, commission or other organisation that it may select, with the task of carrying out an enquiry or giving an expert opinion.

Article 51.

During the hearing any relevant questions are to be put to the witnesses and experts under the conditions laid down by the Court in the rules of procedure referred to in Article 30.

Article 52.

After the Court has received the proofs and evidence within the time specified for the purpose, it may refuse to accept any further oral or written evidence that one party may desire to present unless the other side consents.

Article 53.

Whenever one of the parties shall not appear before the Court, or shall fail to defend his case, the other party may call upon the Court to decide in favour of his claim.

The Court must, before doing so, satisfy itself, not only that it has jurisdiction in accordance with 36 and 37 but also that the claim is well founded in fact and law.

Article 54.

When, subject to the control of the Court, the agents, advocates and counsel have completed their presentation of the case, the President shall declare the hearing closed.

La Cour se retire en chambre du Conseil pour délibérer.

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Article 55.

Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents.

En cas de partage des voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

Article 56.

L'arrêt est motivé.

Il mentionne les noms des juges qui y ont pris part.

Article 57.

Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle.

Article 58.

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier. Il est lu en séance publique, les agents dûment prévénus.

Article 59.

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

Article 60.

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

Article 61.

La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'à raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, des deux parts, faute à l'ignorer.

La procédure de revision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.

La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

Aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Article 62.

Lorsqu'un Etat estime que dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.

La Cour décide.

Article 63.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffe les avertit sans délai.

Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès, et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard.

The Court shall withdraw to consider the judgment. The deliberations of the Court shall take place in private and remain secret.

Article 55.

All questions shall be decided by a majority of the judges present at the hearing.

In the event of an equality of votes, the President or his deputy shall have a casting vote.

Article 56.

The judgment shall state the reasons on which it is based.

It shall contain the names of the judges who have taken part in the decision.

Article 57.

If the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion.

Article 58.

The judgment shall be signed by the President and by the Registrar. It shall be read in Court, due notice having been given to the agents.

Article 59.

The decision of the Court has no binding force except between the parties and in respect of that particular case.

Article 60.

The judgment is final and without appeal. In the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party.

Article 61.

An application for revision of a judgment can be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence.

The proceedings for revision will be opened by a judgment of the Court expressly recording the existence of the new fact, recognising that it has such a character as to lay the case open to revision, and declaring the application admissible on this ground.

The Court may require previous compliance with the terms of the judgment before it admits proceedings in revision.

The application for revision must be made at latest within six months of the discovery of the new fact.

No application for revision may be made after the lapse of ten years from the date of the sentence.

Article 62.

Should a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene as a third party.

It will be for the Court to decide upon this request.

Article 63.

Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings: but if it uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it.

Article 64.

S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Les Membres de la Société des Nations, représentés par les soussignés dûment autorisés, déclarent reconnaître le statut ci-joint de la Cour permanente de Justice Internationale de la Société des Nations, approuvé par la vote unanime de l'Assemblée de la Société, en date à Genève, du 13 Décembre 1920.

En conséquence, ils déclarent accepter la juridiction de la Cour dans les termes et conditions prévus dans le Statut ci-dessus visé.

Le présent Protocole, dressé, conformément à la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 13 décembre 1920, sera ratifié. Chaque puissance adressera sa ratification au Secrétaire Général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Secrétaire de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Etats visés à l'Annexe du pacte de la Société.

Le Statut de la Cour entrera en vigueur ainsi qu'il est prévu par ladite décision.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront foi.

Le 16 Décembre 1920.

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ
ΤΟΥ ΔΙΑΡΚΟΥΣ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟΥ
ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

Προβλεπόμενος υπό του 14ου άρθρου του Συμφώνου της Κοινωνίας των Έθνών.

"Άρθρον 1.

Ἀνεξαρτήτως τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου, τοῦ καθορισθέντος ὑπὸ τῶν συμβάσεων τῆς Χάρτης τοῦ 1899 καὶ 1907, καὶ τῶν ἐδικῶν Διαιτητικῶν Δικαστηρίων εἰς 2 μένουσι πάντοτε τὰ Κράτη ἐλεύθερα καὶ ἐμπιστευθῆσι τὴν λύσιν τῶν διαφορῶν αὐτῶν, ἰσχύει συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 14ῳ τοῦ Συμφώνου τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν Διαρκές Δικαστήριον Διεθνῶς Δικαιοσύνης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Ἱεράρχειαι τοῦ Δικαστηρίου.

"Άρθρον 2.

Τὸ Διαρκές Δικαστήριον Διεθνῶς Δικαιοσύνης εἶναι σῶμα δικαστῶν ἀνεξαρτήτων, ἐπιλεγόμενον, ἀδιακρίτως τῆς εὐαιτίας ἐθνικότητος, μεταξὺ προσώπων ἀπολαύοντων ὀλίγοις ἡλικίᾳ ὑψηλῆς ὑπολήψεως καὶ συννοούντων τοὺς ἀπαιτούμενους ὅρους πρὸς ἐνάσκησιν ἐν ταῖς οὐκείαις αὐτῶν χώραις τῶν ἀνωτάτων δικαστικῶν λειτουργημάτων, ἢ νομομαθῶν, κακτημένων γενικῇ ἐθνομορφῇ ἀρμόδιότητα ἐπὶ τῶν θεμάτων τοῦ διεθνῶς δικαίου.

"Άρθρον 3.

Τὸ Δικαστήριον ἀπαρτίζεται ἐκ δέκα πέντε μελῶν, ἑκάστων τακτικῶν δικαστῶν καὶ τεσσάρων ἀναπληρωματικῶν. Ὁ ἀριθμὸς τῶν τε τακτικῶν καὶ ἀναπληρωματικῶν δικαστῶν δύνανται ν' αὐξηθῇ ἐνδεχομένως ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῆ πρώτης τοῦ Συμβουλίου τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, μέχρι δεκαπέντε τακτικῶν δικαστῶν καὶ ἕξ ἀναπληρωματικῶν.

Article 64.

Unless otherwise decided by the Court, each party shall bear its own costs.

PROTOCOL OF SIGNATURE

The Members of the League of Nations, through the undersigned, duly authorised, declare their acceptance of the adjoined Statute of the Permanent Court of International Justice, which was approved by a unanimous vote of the Assembly of the League on the 13th December, 1920, at Geneva.

Consequently, they hereby declare that they accept the jurisdiction of the Court in accordance with the terms and subject to the conditions of the above-mentioned Statute.

The present Protocol, which has been drawn up in accordance with the decision taken by the Assembly of the League of Nations on the 13th December, 1920, is subject to ratification. Each Power shall send its ratification to the Secretary-General of the League of Nations; the latter shall take the necessary steps to notify such ratification to the other signatory Powers. The ratification shall be deposited in archives of the League of Nations.

The said Protocol shall remain open for signature by the Members of the League of Nations and by the States mentioned in the Annex to the Covenant of the League.

The Statute of the Court shall come into force as provided in the above-mentioned decision.

Executed at Geneva, in a single copy, the French and English texts of which shall both be authentic.

16th December 1920.

"Άρθρον 4.

Τὰ μέλη τοῦ Δικαστηρίου ἐπιλέγονται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου, ἐκ καταλόγου προσώπων προτεινομένων παρὰ τῶν ἐθνικῶν ἑμάδων τοῦ Δικαστηρίου Δικαστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς ἀκολουθοῦσας διατάξεις.

Προκειμένου περὶ τῶν μελῶν τῆς Κοινωνίας, ἄντι δὲν ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον, οἱ καταλόγοι τῶν υποψηφίων θέλουσιν υποβληθῆναι ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν ἑμάδων, ἐπὶ ταῦτα παρὰ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν ὀριζομένων, ἐπὶ τοῖς αὐτοῖς ὅροις, τοῖς καθοριστέμοις διὰ τὰ μέλη τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 44 τῆς συμβάσεως τῆς Χάρτης τοῦ 1907 περὶ τοῦ εὐρωπαϊκοῦ δικαιονομισμοῦ τῶν διεθνῶν συρράξεων.

"Άρθρον 5.

Τρεῖς τοὐλάχιστον ἡλικίας πρὸ τῆς ἐκλογῆς, ὁ Γενικός Γραμματεὺς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν προσκαλεῖ ἐγγράφως τὰ μέλη τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου, τὰ ἀνήκοντα εἰς τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμφώνου ἢ τὰ μεταγενεστέρως προσχωρήσαντα εἰς τὴν Κοινωνίαν τῶν Ἐθνῶν ὡς καὶ τὰ πρόσωπα τὰ ὁρισθέντα συμφῶν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 4, νὰ προβῶσιν ἐνὸς ὁρισμένης προθεσμίας, κατ' ἐθνικὰς ἑμάδας, εἰς τὴν ὑπόδειξιν τῶν προσώπων τῶν δυναμένων νὰ εκπληρώσῃσι τὸ λειτουργημα μέλους τοῦ Δικαστηρίου.

Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται ἐκάστη ἑμάς νὰ υποδείξῃ πλεονα τῶν τεσσάρων προσώπων, ἕξ ἂν δύο τὸ πᾶν τῆς ἰδίας αὐτῆς ἐθνικότητος. Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει δύνανται νὰ υποβληθῇ ἀριθμὸς ὑποψηφίων, ὑπερβαίνων τε διπλάσιον τῶν πληρωτέων θέσεων.

"Άρθρον 6.

Συνιστᾶται περὶ ἐκάστην ἐθνικὴν ἑμάδα ὅπως πρὶν ἢ πρῶθι εἰς τὴν ὑπόδειξιν υποψηφίων συμβουλευθῇ τὸ Ἀνώτατον Δικαστήριον, τὸ Πανεπιστήμιον καὶ τὸς Νομικὰς

Σχολάς, τὰς Ἑθνικὰς Ἀκαδημίας καὶ τὰ ἐθνικὰ τμήματα τῶν Διεθνῶν Ἀκαδημιῶν τοῦ Διακίου.

Ἔρθρον 7.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν καταρτίξει, κατ' ἀναφορικὴν τάξιν, κατάλογον πάντων τῶν ὄντων ὑποδειχθέντων προσώπων. Μόνον τὰ πρόσωπα ταῦτα εἶναι ἐπιλέξιμα, ἐξαιροῦσι τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 παραγράφου 2.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὸν κατάλογον τούτων εἰς τε τὴν Συνέλευσιν καὶ τὸ Συμβούλιον.

Ἔρθρον 8.

Ἡ Συνέλευσις καὶ τὸ Συμβούλιον προβαίνουν ἀνεξαρτήτως ἀλλήλων εἰς τὴν ἐκλογὴν, πρῶτον τῶν τακτικῶν δικαστῶν, ἀκολούθως δὲ τῶν ἀναπληρωματικῶν.

Ἔρθρον 9.

Κατὰ πᾶσαν ἐκλογὴν οἱ ἐκλογεῖς δέου ἢ ἔχουσιν ὑπ' ὄψιν διὰ τὰ πρόσωπα, τὰ καλούμενα, τὰ μετὰσχέσι τοῦ Διακατορίου, οὐ μόνον συλλεγόμενοι ἕκαστον ἐν ἑαυτῷ τὰ ἀπαιτούμενα προσόντα, ἀλλ' ἐξασφαλίζουν ἐν τῷ συνόλῳ τὴν εκπροσώπησιν τῶν μεγάλων τοῦ πολιτισμοῦ μορφῶν καὶ τῶν κυριωτέρων δικαστικῶν συστημάτων τοῦ κόσμου.

Ἔρθρον 10.

Ἐκλέγονται οἱ σχετιζομένοις τὴν ἀπόλυτον πλειοψηφίαν ἐν τε τῇ Συνελεύσει καὶ τῷ Συμβούλιῳ.

Ἐν ἡ περιπτώσει τοῦ διπλοῦν ψηφοδέλιτον τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου περιλαμβάμενος περισσότερος τοῦ ἑνὸς ὑπάρχους τοῦ αὐτοῦ μέλους τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, ἐκλέγεται μόνον ὁ πρεσβύτερος τὴν ἡλικίαν.

Ἔρθρον 11.

Ἐάν μετὰ τὴν πρῶτην ἐκλογικὴν συνεδρίαν μείνουσιν ἀκόμη κεναὶ ἔδραι πρὸς συμπλήρωσιν, ἡ ἐκλογὴ ἐπαναλαμβάνεται εἰς δευτέρου κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον, ἐν ἀνάγκῃ δὲ καὶ εἰ τρίτου.

Ἔρθρον 12.

Ἐάν, μετὰ τὴν τρίτην ἐκλογικὴν συνεδρίαν, μείνουσιν ἀκόμη κεναὶ ἔδραι πρὸς πληρωσιν, δύναται ἢ καταρτισθῆν ἐν πάσῃ στιγμῇ τῇ αἰτήσι εἴτε τῆς Συνελεύσεως εἴτε τοῦ Συμβουλίου ἐξαμελὴς μεσόχρονα Ἐπιτροπῇ, τῶν τριῶν αὐτῆς μελῶν ὁριζομένων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῶν δ' ἑτέρων τριῶν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, ὅπως ἐπέλεξῃ δι' ἑκάστην κενὴν ἔδραν ἓνα ὑποψήσιον, ὑποβαλλόμενον εἰς τὴν καθορισμένην ἔγκρισιν τῆς Συνελεύσεως καὶ τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς τὸν κατάλογον τούτων δύνανται ἢ ἀναγραφῶσιν ὁμοψήσιμα πάντα τὰ πληροῦντα τοὺς ἀπαιτούμενους ἄρους πρόσωπα καὶ ἐάν ἀκόμη δὲ ἤθελον εἶναι ἀναγεγραμμένα ἐν τῷ καταλόγῳ τῷ προβλεπομένῳ ὑπὸ τῶν ἄρθρων 4 καὶ 5.

Ἐάν ἡ μεσόχρονα Ἐπιτροπῇ ἤθελε βεβαιωθῆν ὅτι δὲν δύναται ἢ ἐξασφαλῆ τὴν ἐκλογὴν, τὰς κενὰς ἔδρας συμπληροῦσι τὰ ἦδη διορισθέντα μέλη τοῦ Διακατορίου, ἐνὸς προθεσμίας, ὁριζομένης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, ἐκλεγόμενα τοὺς διορισθησόμενους ἐκ τῶν προσώπων, ἅτινα ἔτυχον ψήφου εἴτε ἐν τῇ Συνελεύσει εἴτε ἐν τῷ Συμβούλιῳ.

Ἐάν μετὰ τῶν δικαστῶν ὑπάρχῃ ἰσοψηφία, ἡ ψήφος τοῦ πρεσβυτέρου τὴν ἡλικίαν δικαστοῦ κερταίχῃ.

Ἔρθρον 13.

Τὰ μέλη τοῦ Διακατορίου ἐκλέγονται διὰ μίαν ἐνεκρίαν. Ἐἰς ἐνεκρίαν ἐπιλέξιμα. Παραμένουσι ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρις ἀντικατάστασός αὐτῶν. Μετὰ τὴν ἀντικατάστασιν ταύτην ἔξακολουθοῦσιν ἐπιδικάζοντα τὰς ὑποθέσεις, ἂν ἦδη ἔχουσιν ἐπιληθῆ.

Ἔρθρον 14.

Αἱ γερουσίαι ἔδραν πληροῦνται κατ' ὃν τρόπον ἐνηργηθῆ ἡ πρῶτη ἐκλογὴ. Τὸ μέλος τοῦ Διακατορίου τὸ ἐκλεγέν εἰς ἀντικατάστασιν ἑτέρου, ὅστινος ἡ ἐντολὴ δὲν ἔχει

εἰσέτι λήξει, συμπληροῦ τὸν χρόνον τῆς ἐντολῆς τοῦ π κατόχου αὐτοῦ.

Ἔρθρον 15.

Οἱ ἀναπληρωματικοὶ δικασταὶ καλοῦνται κατὰ τὴν τάξιν τοῦ πλάτους.

Ὁ πλάτος ὅπως καταρτίζεται ὑπὸ τοῦ Διακατορίου, λαμβανόμενος ὑπ' ὄψιν κατὰ πρῶτον λόγον τῆς προεραϊότητος τῆς ἐκλογῆς, εἶτα δὲ τῆς κατ' ἡλικίαν ἀρχαιότητος.

Ἔρθρον 16.

Τὰ μέλη τοῦ Διακατορίου δὲν δύνανται ἢ ἀσκήσασιν πολιτικὴν τινα ἢ διοικητικὴν ὑπηρεσίαν. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν ἀναπληρωματικῶν δικαστῶν ἐφ' ὅσον δὲ ἀποσπῶσι τὴν παρὰ τῷ Διακατορίῳ ὑπηρεσίαν αὐτῶν.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας ἀποφαίνεται τὸ Διακατορίον.

Ἔρθρον 17.

Τὰ μέλη τοῦ Διακατορίου δὲν δύνανται ἢ ἀσκήσασιν τὰ ἔργα πρέσβους, συμβουλίου ἢ δικηγόρου ἐπ' ὁδομαξίας ὑποθέσεως φύσεως διεθνούς. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται διὰ τοὺς ἀναπληρωματικούς δικαστὰς εἰμὴ μόνον ὡς πρὸς τὰς ὑποθέσεις δι' ἃς κέκληνται ἢ ἐνασχῶσιν τὰ καθήκοντα αὐτῶν παρὰ τῷ Διακατορίῳ.

Δὲν δύνανται ἢ μετὰσχέσι τοῦ διακονισμοῦ ὑποθέσεως, ἐφ' ἣς προηγουμένως ἔλαβον μέρος ὡς πρέσβους, σύμβουλοι ἢ δικηγόροι τοῦ ἑνὸς τῶν διεθνῶν, ὡς μέλη ἑθνικοῦ ἢ διεθνούς Διακατορίου, ἔξιστακτικῆς τινοῦ ἐπιτροπῆς ἢ ὑφ' οἰκονομῆτος ἄλλης ἰδιότητος. Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας ἀποφαίνεται τὸ Διακατορίον.

Ἔρθρον 18.

Τὰ μέλη τοῦ Διακατορίου δὲν δύνανται ἢ ἀπολυθῶσι τῆς θέσεως αὐτῶν, ἐκτὸς ἐάν, κατ' ὁμόφωνον κρίσιν τῶν λοιπῶν μελῶν, ἔπαυσιν ἀνταποκρινόμενα εἰς τοὺς ἀπαιτούμενους ἄρους.

Περὶ τούτου εἰδοποιεῖται ἐπισημως ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν παρὰ τοῦ Διακατορίου Γραμματέως.

Ἡ τακτικὴ ἀνακοίνωσις συνεπάγεται γερουσίαν τῆς θέσεως.

Ἔρθρον 19.

Τὰ μέλη τοῦ Διακατορίου ἐν τῇ ἐνασχῆσει τῶν ἑαυτῶν καθήκοντων ἀπολυοῦσι τὸν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀτελειῶν.

Ἔρθρον 20.

Πᾶν μέλος τοῦ Διακατορίου ὀφείλει πρὶν ἢ εἰσελθῆ εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ἢ ἀναλῆξῆ ἐν δημοσίᾳ Συνεδριάσει ἐπίσημον ὑποχρέωσιν ὅτι θέλει ἐνασχῆσαι τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἐν πλήρει ἀμεροληψίᾳ καὶ ἐν πάσῃ συνεδρίσει.

Ἔρθρον 21.

Τὸ Διακατορίον ἐκλέγει διὰ μίαν τριετίαν τὸν πρέσβρον καὶ ἀντιπρέσβρον αὐτοῦ, ὄντινος εἰὼς ἐπιανεκρίξιμοι, καὶ διορίζει τὸν Διακατορικὸν αὐτοῦ Γραμματέα.

Ἡ ὑπηρεσία τοῦ Διακατορίου Γραμματέως δὲν εἶναι ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Διακατορίου Διακατορίου.

Ἔρθρον 22.

Ὡς ἔδρα τοῦ Διακατορίου ὀρίζεται ἡ Χάγη. Ὁ Πρέσβρος καὶ ὁ Διακατορικὸς Γραμματεὺς ἔδρουσι ἐν τῇ ἔδρᾳ τοῦ Διακατορίου.

Ἔρθρον 23.

Τὸ Διακατορίον συνέγεται εἰς Σύνοδον ἀπὸς τοῦ ἔτους. Ἡ Σύνοδος αὕτη, ἔφρουσ δὲν ἀντιτίθεται διάταξις εἰς τὸν κανονισμὸν τοῦ Διακατορίου, ἄρχεται τῇ 15 Ἰουλίῳ καὶ ἔξακολουθεῖ μέχρις ἐξαντήσεως τῶν ὑποθέσεων.

Ὁ Πρέσβρος συγκαλεῖ τὸ Διακατορίον εἰς ἔξακτον Σύνοδον ὡςάκις αἱ περιστάσεις ἤθελον ἀπαιτήσῃ τοῦτο.

"Άρθρον 24.

Ἐάν, ἔνεκα ειδικῶν λόγων, μέλος τι τοῦ Δικαστηρίου ἤθελε κρίνειν ὅτι δὲν δύναται νὰ συμμετάσχη εἰς τὴν ἐκδίκασιν ὀρισμένης τινὸς ὑποθέσεως, εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὸν Πρόεδρον.

Ἐάν ὁ Πρόεδρος ἤθελε κρίνειν ὅτι μέλος τι τοῦ Δικαστηρίου, ἔνεκα ειδικῶν λόγων, δὲν ἀρεῖται νὰ συμμετάσχη τῆς ἐκδίκασεως ὀρισμένης τινὸς ὑποθέσεως, εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὸν ἐπί τοῦ πράκτου μέλος.

Ἐάν, ἐν περιπτώσει τοιαύτης, τὸ μέλος τοῦ Δικαστηρίου καὶ ὁ Πρόεδρος εὐρίσκται ἐν διαφωνίᾳ, ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον.

"Άρθρον 25.

Τὸ Δικαστήριον ἐνασχεῖ τὴν καθήκοντα αὐτοῦ ἐν πλήρει συνεδρίᾳσι, ἐκτὸς ἐνν ὑπάρχει ἐξαιρέσεις ρητῶς προβλεπόμεναι.

Ἐάν δὲν ἐπιτευχθῇ ἡ παροῖσα ἐνδεκα κτικτῶν δικαστικῶν λειτουργῶν, ὁ ἀριθμὸς οὗτος συμπληροῦται διὰ τῆς ἀναλήψεως ὑπηρεσίας ἀνακληρωτικῶν δικαστῶν.

Ἐάν, ἐν τούτοις, δὲν ὑπάρξουν διαθέσιμα ἐνδεκα δικαστικὰ ἀριθμὸς ἐνέκα δικαστῶν ἐστὶν ἐπαρκὴς πρὸς συγκρότησιν τοῦ Δικαστηρίου.

"Άρθρον 26.

Διὰ τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν ἐργασίαν ὑποθέσεις καὶ ειδικῶς προκειμένου περὶ τὸν ὑποθέσεων τὸν προβλεπόμενον ἐν τῷ XIII μέρει (Ἐργασία) τῆς Συνθήκης τῶν Βερσαλλίων καὶ ἐν τοῖς ἀντιστοιχοῦσι κεφαλαίοις τῶν λοιπῶν Συνθηκῶν Εἰρήνης, τὸ Δικαστήριον θέλει ἐκδικᾶσαι κατὰ τοὺς ἀκολουθοῦντος ἄρους.

Δ' ἐκάστη χρονικῆν περίοδον τὸ Δικαστήριον θέλει καταρτίσει εἰδικὸν Τμήμα, συγκείμενον ἐκ πέντε δικαστῶν, λαμβανόμενον κατὰ τὸ δυνατόν ὑπ' ἑψὼν τὸν ἐν τῷ ἄρθρῳ 9 διατάξενον. Πρὸς τούτους θέλουσιν ὀρισθῆναι δύο δικασταὶ πρὸς ἀντικατάστασιν τοῦ τυχόν κωλυθησομένου νὰ παρεδρῆσθ.

Τὸ Τμήμα τοῦτο θὰ ἐκδικᾶζη τῇ αἰτήσῃ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν ἑλλείπει τοιαύτης αἰτήσεως τὸ Δικαστήριον θὰ συνεδριάξῃ μετὰ τοῦ ὑπὸ τῷ ἄρθρῳ 25 προβλεπόμενον ἀριθμῷ δικαστῶν. Ἐν ἐκάστῃ περιπτώσει οἱ δικασταὶ συμπαραστατοῦνται ὑπὸ τεσσάρων Τεχνικῶν Παρέδρων, συμπαραδρευόντων αὐτοῖς μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου καὶ ἐξαπαλλόμενων διὰ τὴν ἐπιπροσώπησιν τῶν ὑπὸ κρίσιν συμφερόντων.

Ἐάν τὸν ἐν μόνον τῶν διαδίκων μερῶν ἔχη ὑπὲρ τὸν, λαμβάνοντα μέρος δικαστοῦ ἐν τῷ τμήματι τὸν προβλεπόμενον ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου, ὁ Πρόεδρος θέλει παρακαλεῖσι ἕτερον δικαστὴν νὰ παραχωρήσῃ τὴν θέσιν τοῦ εἰς δικαστὴν ἐκλεγόμενον παρὰ τοῦ ἑτέρου διαδίκου συνφθὰ τῷ ἄρθρῳ 31.

Οἱ Τεχνικοὶ Παρέδροι ἐκλέγονται, ἐν ἐκάστῃ εἰδικῇ περιπτώσει, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τῆς διαδικασίας τοὺς προβλεπόμενους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 30, ἐκ καταλόγου ἀλλοτέρων δ' ἐργατικῶν διαφορῶν, ἀπαρτιζόμενον ἐκ προσώπων συνισπομένων ἀπὸ δύο ὑπ' ἐκάστου Μέλους τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν καὶ ἰσχυρῶν ἄλλων συνιστωμένων παρὰ τοῦ Διευρητικῶν Συμβουλίου τοῦ Διεθνέως Γραφείου τῆς Ἐργασίας.

Τὸ Συμβούλιον θὰ υποδείξῃ ἐξ ἡμισείας τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἐργατῶν καὶ ἐξ ἡμισείας τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἐργατοδότην, ἐκ τοῦ καταλόγου τοῦ προβλεπόμενου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 412 τῆς Συνθήκης τῶν Βερσαλλίων καὶ τῶν σχετικῶν ἄρθρων τῶν λοιπῶν Συνθηκῶν Εἰρήνης.

Ἐν αἰς ἀφορώσας εἰς τὴν Ἐργασίαν ὑποθέσει τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον δύναται νὰ παράσχη εἰς τὸ Δικαστήριον πάσας τὰς ἀναγκαίας πληροφορίες καὶ ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ θ' ἀνακηθόνται εἰς τὸν Διευθυντὴν τοῦ Γραφείου τούτου πᾶσαι αἱ ἐγγράφως ὑποβαλλόμεναι διαδικαστικαὶ πράξεις.

"Άρθρον 27.

Προκειμένου περὶ ὑποθέσεων ἀφορώσων εἰς τὴν δικαμετακρίσιν καὶ συγκροτησιν καὶ ειδικῶς περὶ τῶν ὑποθέσεων τῶν προβλεπόμενων ὑπὸ τοῦ XII μέρους (Λίμενες, ὑδάτινοι καὶ αἰθροδρομικαὶ ὁδοὶ) τῆς Συνθήκης τῶν Βερσαλλίων καὶ τὰ σχετικὰ μέρη τῶν λοιπῶν Συνθηκῶν Εἰρήνης τὸ Δικαστήριον ἐκδικᾶσαι ὡς ἑπεται.

Δ' ἐκάστην τριετὴν χρονικὴν περίοδον τὸ Δικαστήριον θέλει καταρτίσει εἰδικὸν τμήμα, συγκείμενον ἐκ πέντε Δικαστῶν, οἵτινες ὄρονται λαμβανόμενον κατὰ τὸ δυνατόν ὑπ' ἑψὼν τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 9 διατάξενον. Πρὸς τούτους θέλουσιν ὀρισθῆναι δύο δικασταὶ πρὸς ἀντικατάστασιν τοῦ τυχόν κωλυθησομένου νὰ συνεδριάξῃ. Τὸ Τμήμα τοῦτο συνεδριάξει τῇ αἰτήσῃ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν. Ἐλλείπει τοιαύτης αἰτήσεως τὸ Δικαστήριον συνεδριάξει ἀποτελούμενον ἐκ τοῦ ὑπὸ τῷ ἄρθρῳ 25 προβλεπόμενον ἀριθμῷ δικαστῶν. Ἐάν οἱ διάδικοι ἐπιθυμοῦσιν ἢ ἔξεν τὸ Δικαστήριον ἤθελεν ἀποφασίσει, οἱ δικασταὶ παραστατοῦνται ὑπὸ δύο τεχνικῶν παρέδρων συμπαραδρευόντων ἐκ τῶν ἐν τῷ δικαίῳ συμβουλευτικῆς ψήφου. Ἐάν τὸ ἐν μόνον τῶν μερῶν ἔχη ὑπὲρ τὸν ὅστις λαμβάνει μέρος ὡς δικαστὴς ἐν τῷ τμήματι τῶν ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ, ὁ Πρόεδρος θέλει παρακαλεῖσι ἕτερον δικαστὴν νὰ παραχωρήσῃ τὴν θέσιν τοῦ εἰς δικαστὴν ἐκλεγόμενον παρὰ τοῦ ἑτέρου διαδίκου συνφθὰ τῷ ἄρθρῳ 31.

Οἱ Τεχνικοὶ Παρέδροι ἐκλέγονται, ἐν ἐκάστῃ εἰδικῇ περιπτώσει, κατὰ τοὺς κανόνας τῆς διαδικασίας τοὺς προβλεπόμενους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 40, ἐκ καταλόγου Παρέδρων διὰ διαφορῶν διαμετακομίσεως καὶ συγκροτησιν συγκείμενον ἐκ προσώπων ὑποβαλλόμενων ἀπὸ δύο ὑπ' ἐκάστου Μέλους τῆς Κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν.

"Άρθρον 28.

Τὰ εἰδικὰ τμήματα τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν ἄρθρων 26 καὶ 27 δύναται τῇ συναίεσει τῶν διαδίκων νὰ συνεδριάξωσι καὶ ἀλλοχρῶ ἐκτὸς τῆς Χάγης.

"Άρθρον 29.

Πρὸς τὰς ἐπιδικασίας δικεπαλιῶν τῶν ὑποθέσεων τὸ Δικαστήριον καταρτίσει ἐπιδικῶν τμήμα ἐκ τριῶν δικαστῶν, κληθόμενον νὰ ἐκδικᾶζη κατὰ συνοπτικὴν διαδικασίαν ὁσάκις ἤθελεν ζητήσῃ τούτο οἱ διάδικοι.

"Άρθρον 30.

Τὸ Δικαστήριον καθορίζει διὰ κανονισμοὺς τὸν τρόπον καλὸν ἐν θέλει ἀσκήσει τὰ ἐαυτοῦ κλήθοντα. Κανονίζει ὀρισμένους τὰ τῆς συνοπτικῆς διαδικασίας.

"Άρθρον 31.

Οἱ δικασταὶ τῆς ἐθνικότητος ἐκείνου τῶν διαδίκων δικητροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ συμμετάσχωσι τῆς ἐκδίκασεως ὑποθέσεως, ἢς τὸ Δικαστήριον ἔχει ἤδη ἐπιληρθῆ.

Ἐάν ἐν τῷ συγκροτηθέντι δικαστηρίῳ ἴδρω δικαστῆς ἐθνικότητος τοῦ ἑνὸς μέρους τῶν διαδίκων, ὁ ἕτερος δύναται νὰ ἴρσθ, ὅπως συμβουροδρῆσθ, ἐνα ἀνακληρωτικῶν δικαστῶν, ἐνν εὐρίσκται τοιοῦτος τῆς ἐθνικότητος αὐτοῦ. Ἐάν δὲν ὑπάρχῃ, δύναται νὰ ἐπιλέξῃ δικαστὴν λαμβανόμενον κατὰ προτίμησιν ἐκ τῶν προσώπων τῶν προαριθμένων συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 4 καὶ 5.

Ἐάν ἐν τῷ Δικαστηρίῳ ὀδεῖς δικαστῆς ὑπάρχῃ τῆς ἐθνικότητος τῶν διαδίκων μερῶν, ἐκάτερος τούτων δύναται νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν ἢ ἐκλογὴν ἐνὸς δικαστοῦ κατὰ τὸν αὐτὸν ὡς ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ τρόπον.

Ὅταν πλείστοι τῶν διαδίκων εἰσὶν ἠμόδιχοι, πρὸς ἐπαρμῆν τῶν προηγουμένων διατάξεων λογίζονται ὡς εἰς καὶ μόνος διάδικος.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον. Οἱ ἄριστῆτες ἢ ἐλεγχόμενες δικασταὶ κατὰ τὰς παραγράφους 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου θέου νὰ πληρῶσι τοὺς ἄρους τῶν ἄρθρων 2, 16, 17, 20, 24 τοῦ παρόντος Ὀρ.

γαιισμού. Δικάζουσι εν Ιση μοίρα προς τους συναδέλφους αυτών.

“Άρθρον 32.

Οι τακτικοί δικασταί λαμβάνουσι ημερησίαν αποζημίωσιν ορισθησομένην υπό της Συνελεύσεως της Κοινωνίας των Έθνών, τῇ προτάσει του Συμβουλίου. Ἡ αποζημίωσις αὕτη δὲν δίνεται ἐν ἐλαττωθῆ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς υπηρεσίας του δικαστοῦ.

Ὁ Πρόεδρος λαμβάνει εἰδικὴν ἀποζημίωσιν καθοριζομένην κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς υπηρεσίας αὐτοῦ.

Ὁ Ἀντιπρόεδρος, οἱ δικασταὶ καὶ οἱ ἀναπληρωματικοὶ δικασταὶ λαμβάνουσι κατὰ τὴν ἐνάγκησιν τῶν ἑαυτῶν καθηκόντων ἀποζημιώσιν καθορισθησομένην κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον.

Εἰς τοὺς τακτικούς καὶ τοὺς ἀναπληρωματικούς δικαστάς, οἵτινες δεικνύουσι ἐν τῇ ἔβρᾳ τοῦ Δικαστηρίου, καταβάλλουσι τὰ ἀνγκυλὰ πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων αὐτῶν ἑδαφορικὰ ἔξοδα. Κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον κανονίζονται καὶ αἱ ἀποζημιώσεις αἱ ὀφειλόμεναι πρὸς τοὺς ὀρθόντας ἢ ἐκλεγέντας δικαστάς συνεδὰ τῶ ἄρθρῳ 31ῳ.

Αἱ ἀποδοχαὶ τοῦ δικαστικοῦ γραμματέως κανονίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου τῇ προτάσει τοῦ Δικαστηρίου.

Ἡ προτάσι τοῦ Συμβουλίου, ἡ Συνέλευσις τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν θέλει ἐγκρίνει εἰδικὸν κανονισμὸν, καθορίζοντα τοὺς δροῦς, ὅς ὅς θὰ καταβάλλονται συντάξεις εἰς τὸ προσωπικὸν τοῦ Δικαστηρίου.

“Άρθρον 33.

Τὰ ἔξοδα τοῦ Δικαστηρίου βαρύνουσι τὴν Κοινωνίαν τῶν Ἐθνῶν, καθ’ ἂν τρόπον ἤθελεν ἀποφασίσει περὶ τούτου ἡ Συνέλευσις τῇ προτάσει τοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Ἀρμοδιότης τοῦ Δικαστηρίου.

“Άρθρον 34.

Μόνα τὰ Κράτῃ ἢ τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν ἔχουσι τὸ δικαίωμα ἐν παρουσίᾳ ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου.

“Άρθρον 35.

Ἡ εἰς τὸ Δικαστήριον προσφυγὴ ἐπιτρέπεται εἰς τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν καθὼς καὶ εἰς τὰ Κράτῃ τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμφωνίου.

Οἱ ὅροι ὅς ὅς ἐπιτρέπεται ἡ προσφυγὴ εἰς τὰ ἄλλα Κράτῃ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἰδιαίτερων διατάξεων τῶν ἐν ἰσχύϊ συνθηκῶν, κανονίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει χωρὶς νὰ ἦ δυνατὸν εἰς τούτου νὰ προκύβῃ εἰσαίτησις πρὸ τοῦ Δικαστηρίου διὰ τοὺς διαδίκους ἀνίστησι.

Ὅταν Κράτος μὴ διατελοῦν μέλος τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν τυγχάνῃ διάδικος, τὸ Δικαστήριον θέλει ὀρίσει τὴν συνεισφορὰν εἰς ἣν θέλει ὑποβληθῆ ὁ διάδικος οὗτος.

“Άρθρον 36.

Ἡ ἀρμοδιότης τοῦ Δικαστηρίου ἐκτείνεται ἐπὶ πάσης ὑποθέσεως ἣτις ἤθελεν ὑποβληθῆ αὐτῷ ὑπὸ τῶν διαδίκων ὡς καὶ ἐπὶ πᾶσιν τῶν ἐκείνων περιπτώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ συνθηκῶν καὶ συμβάσεων.

Τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας καὶ τὰ Κράτῃ τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμφωνίου δύνανται, εἰτε κατὰ τὴν ὑπογραφήν ἢ ἐκπλήρωσιν τοῦ πρωτοκόλλου, ὅπῃν προσήρτηται ὁ παρὼν Ὀργανισμὸς εἰς τινας περισσότερας, νὰ δηλώσωσι ὅτι ἀναγνωρίζουσι ἀπὸ τούδε ἕως ὑπογραπτικῆν, αὐτοδικαίως καὶ ἄνευ εἰδικῆς τινος συμβάσεως ἐναντι παντός μέλους ἢ Κράτους ἀναλαμβάνοντος τὴν ἰδίαν ὑποχρέωσιν, τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Δικαστηρίου ἐπὶ πᾶσιν ἢ ἐπὶ τινῶν μόνον κατηγοριῶν δικαστικῶν διαφορῶν ἔχουσιν ὡς ἀντικείμενον:

α') Τὴν ἐρμηνείαν συνθηκῶν τινῶν.

β') Πᾶν ζήτημα διεθνῶς δικαίου.

γ') Τὴν ὑπόστασιν παντὸς γεγονότος, ἔπερ ἐν ἐμβατοῦ θὰ ἀπετέλει παραβίασιν διεθνῶς ὑποχρεώσεως.

δ') Τὴν φύσιν ἢ τὴν ἔκτασιν τῆς ὀφειλομένης ἐπαποχρεώσεως διὰ τὴν ἀθέτησιν διεθνῶς τινος ὑποχρεώσεως.

Ἡ κατὰ τὰ ἀνωτέρω δῆλωσις δύνανται νὰ γίνῃ ἀπὸς καὶ ἀνεπιφύλακτος ἢ ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαίουτητος ἐν μέρους πλείονος ἢ τινῶν μόνων μελῶν ἢ Κρατῶν ἢ δι' ὀρισμένην προθεσίαν.

Ἐν περιπτώσει ἀμφισβήτησεως περὶ τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ Δικαστηρίου, ἀποφαίνεται τὸ Δικαστήριον τούτου.

“Άρθρον 37.

Ὅσῳκις συμβάσει τις ἢ συνθήκη ἐν ἰσχύϊ προνοεῖ περὶ παραπομπῆς εἰς δικαιοδοσίαν τινὰ καθορισθησομένην παρὰ τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, τὴν δικαιοδοσίαν ταύτην ἀπαιτῶν τὸ Δικαστήριον τούτου.

“Άρθρον 38.

Τὸ Δικαστήριον ἐφαρμόζει:

1) Τὰ διεθνῆς συμβάσεις, εἰτε γενικὰς εἰτε εἰδικὰς, τὰς καθιερούσας κανόνας ρητῶς ἀνεγνωρισμένους παρὰ τῶν διαδίκων Κρατῶν.

2) Τὰ διεθνῆ ἔθιμα ὡς ἀποτελούμενα ἀπόδειξιν γενικῆς πρακτικῆς, ἀνεγνωρισμένης ὡς κανόνος δικαίου.

3) Τὰς γενικὰς ἀρχὰς τοῦ δικαίου τὰς παραδεχόμεναις ὑπὸ τῶν πολιτισμένων Ἐθνῶν.

4) Ἐπὶ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς διατάξεως τοῦ άρθρου 33, τὰς δικαστικὰς ἀποφάσεις καὶ τὰ δόγματα τῶν μελλόν διακεκριμένων δημοσιολόγων ὡς βοηθητικῶν μέσων καθορισμοῦ τῶν κανόνων τοῦ δικαίου.

Ἡ παρούσα διάταξις οὐδέποτε θίγει τὸ δικαίωμα τοῦ Δικαστηρίου ἔσως συμφωνούντων τῶν διαδίκων κρῖνει κατὰ τὸ ὄρθον καὶ τὸ ἴσον (ex aequo et bono).

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Διαδικασία.

“Άρθρον 39.

Αἱ ἐπίσημοι τοῦ Δικαστηρίου γλώσσαί εἰσιν ἡ Γαλλικὴ καὶ Ἑλληνικὴ. Ἐὰν οἱ διάδικοι συμφωνήσωσι ἔσως ὁλόκληρος ἢ διαδικασίᾳ διεξαχθῆ γαλλιστῇ, ἢ ἀπὸσας ἐκδοθήσεται εἰς τὴν γλώσσαν ταύτην. Ἐὰν οἱ διάδικοι συμφωνήσωσι ἔσως ὁλόκληρος ἢ διαδικασίᾳ διεξαχθῆ ἀγγλιστῇ, ἢ ἀπόσας ἐκδοθήσεται εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλώσσαν.

Ἐν ἐλλείψει συμφωνίας ὀρίσθησῃ τὴν γλώσσαν ἣς γενήσεται χρῆσις, οἱ διάδικοι δύνανται νὰ μεταχειρισθῶν ἐν τῇ ὑπερασπίσει ἐκείνων τῶν δύο γλωσσῶν, ἢν ἤθελον προτιμήσῃ, καὶ ἢ ἀπόσας ἐκδοθήσεται γαλλιστῇ καὶ ἀγγλιστῇ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τὸ Δικαστήριον θὰ καθορίσῃ συγχρόνως πότερον τῶν κειμένων ἔσται τὸ ἐπίσημον.

Ἡ αἰτήσις τῶν διαδίκων, τὸ Δικαστήριον δύνανται νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν χρῆσιν καὶ ἄλλης γλώσσης πλὴν τῆς Γαλλικῆς καὶ Ἀγγλικῆς.

“Άρθρον 40.

Αἱ ὑποθέσεις εἰσάγονται ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου, ἀναλόγως τῶν περιστάσεων, εἰτε διὰ κοινοποιήσεως τοῦ συνποσχετικῶν εἰτε δι' αἰτήσεως, ἀπειθυνόμενης πρὸς τὴν Γραμματείαν ἢ ἀμοτέρως ταῖς περιπτώσει δὲν νὰ καθορίζονται τὸ ἀντικείμενον τῆς διαφορῆς καὶ αἱ διάδικαι.

Ὁ Γραμματεὺς ἀνακοινεῖ ἀμέσως τὴν αἴτησιν εἰς πάντας τοὺς ἐνδιαφερομένους.

Πληροφορεῖ ὡσαύτως περὶ τούτου τὰ Μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν διὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως αὐτῆς.

“Άρθρον 41.

Τὸ Δικαστήριον ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὑποδείξῃ, ἐὰν ἤθελεν κρῖνει ὅτι αἱ περιστάσεις ἀπαιτοῦσι τούτο, ποία συ-

τηρητικά μέτρα, κατά την νομοθεσίαν εκάτερου τῶν διαδίκων δὸν νὰ ληφθῶσι προσωρινῶς.

Πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ὀριστικῆς ἀποφάσεως, ἡ ὑπόδειξις τῶν μέτρων τούτων γνωστοποιεῖται ἀμέσως εἰς τὸ τοῦ διαδίκου καὶ τὸ Συμβούλιον.

Ἄρθρον 42.

Οἱ διάδικοι ἐπιπροσωποῦνται διὰ πρακτόρων.

Δύνανται ὁσάυτῃ ν' ἀναθέσῃσι τὴν ὑπεράσπισιν αὐτῶν ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου εἰς συμβούλους ἢ δικηγόρους.

Ἄρθρον 43.

Ἡ διαδικασία εἶναι ἐπιγραφὴ καὶ προφορικῆ.

Ἡ ἔγγραφος διαδικασία περιλαμβάνει τὴν εἰς τοὺς δικαστὰς καὶ τοὺς διαδίκους ἀνακοίνωσιν ὑπομνημάτων, ἀνθυπομνημάτων καὶ ἐνδεχόμενης ἀντιπροτάσεως ὡς καὶ παντὸς ἑτέρου ἔγγραφου ἢ ἀποδεικτικοῦ ἔγγραφου.

Ἡ ἀνακοίνωσις ἐνεργεῖται διὰ τῆς Γραμματείας κατὰ τὴν εἰσὴν καὶ τὰς προθεσμίας, τὰς καθωρισμένας ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου.

Πᾶν ἔγγραφον προσεχόμενον ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν διαδίκων δὸν νὰ κοινοποιῆται πρὸς τὸν ἕτερον ἐν ἐπικεκρωμένῳ ἀντιγράφῳ.

Ἡ προφορικῆ διαδικασία συνίσταται εἰς τὴν παρὰ τοῦ δικαστηρίου ἀπόρραξιν τῶν μαρτύρων, πραγματογυμιόνων, πρακτόρων, συμβούλων καὶ δικηγόρων.

Ἄρθρον 44.

Διὰ πᾶσαν κοινοποίησιν πρὸς ἕτερα πρόσωπα ἢ τοὺς πράκτορας, συμβούλους καὶ δικηγόρους, τὸ Δικαστήριον ἀναφέρειται ἀπ' εὐθείας πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Κράτους, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἡ καινοποίησις ἔξει τὰ ἀποτελέσματα αὐτῆς.

Τούτ' αὐτὸ ἐνεργεῖται προκειμένου νὰ γίνῃ ἐπὶ τόπου ἡ βεβαίωσις παντὸς ἀποδεικτικοῦ μέσου.

Ἄρθρον 45.

Ἡ συζήτησις διευθύνεται παρὰ τοῦ Προέδρου, καὶ ἐν ἐλαίφῃ τούτου παρὰ τοῦ Ἀντιπροέδρου. Ἐν περιπτώσει κωλύματος παρὰ τοῦ ἀρχαιότερου τῶν παρόντων δικαστῶν.

Ἄρθρον 46.

Ἡ συζήτησις διεξάγεται δημοσίᾳ, ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ἔχῃ ἀποφασίσῃ τὸ Δικαστήριον ἢ ἐὰν οἱ διάδικοι ζητήσωσι τὴν μὴ παραδοχὴν τοῦ καινοῦ κατὰ τὴν συζήτησιν.

Ἄρθρον 47.

Περὶ ἐκείτης συνεδριάσεως κρατεῖται πρακτικόν, ὑπογράφουμένον παρὰ τοῦ γραμματέως καὶ τοῦ προέδρου.

Μόνον τὸ πρακτικόν τούτου ἔχει αὐθεντικὸν χαρακτῆρα.

Ἄρθρον 48.

Τὸ Δικαστήριον ἐκδίδει ἀποφάσεις διὰ τὴν κατεύθυνσιν τῆς δίκης, τὸν καθορισμὸν τῶν τύπων καὶ τῶν προθεσμιῶν, ἐντὸς τῶν ὁποίων ἕκαστος διάδικος δὸν νὰ διατυπώσῃ τὰς τελικὰς αὐτοῦ προτάσεις. Τὸ Δικαστήριον λαμβάνει τὰ μέτρα τὰ ἐπιβαλλόμενα ὑπὸ τῆς διεξαγωγῆς τῶν ἀποδείξεων.

Ἄρθρον 49.

Τὸ Δικαστήριον δύναται, καὶ πρὸ πάσης ἐστὶ συζήτησεως, νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν πρακτόρων, ἢ να προσάγῃσιν πᾶν ἔγγραφον καὶ παράσῃσιν πᾶσαν ἐξήγησιν. Ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως, τὸ Δικαστήριον λαμβάνει τούτου ὑπὸ σημείωσιν.

Ἄρθρον 50.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν τὸ Δικαστήριον δύναται ν' ἀναθέσῃ τὴν διεξαγωγὴν ἀνακρίσεως ἢ πραγματογυμιούσεως εἰς πᾶν πρόσωπον, σῶμα, γραφεῖον, ἐπιτροπὴν ἢ ὄργανον τῆς ἐκλογῆς αὐτοῦ.

Ἄρθρον 51.

Διαρκουστῶν τῶν συζητήσεων, ἀπευθύνονται πᾶσαι αἱ θέουσαι ἐρωτήσεις πρὸς τοὺς μάρτυρας καὶ τοὺς πραγματο-

γόμενας, ὅρ' οὐδ ἄλλως ἢ καθοριστῶν τὸ Δικαστήριον ἐν τῷ κείμενῳ τῷ προβλεπόμενῳ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 30.

Ἄρθρον 52.

Μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῶν ἀποδείξεων καὶ μαρτυριῶν ἐντὸς τῶν προθεσμιῶν τῶν ὑπ' αὐτοῦ καθορισθεῖσάντων, τὸ Δικαστήριον δύναται ν' ἀποκρίσῃ πᾶσαν νέαν καταθέσιν ἢ νέον ἔγγραφον ὑποβαλλόμενον ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν διαδίκων, ἀνεὶ τῆς συγκρατήσεως τοῦ ἑτέρου.

Ἄρθρον 53.

Ἐν ἡ περιπτώσει ὅ εἰς τῶν διαδίκων δὲν ἐμφανίζηται ἢ ἀπέχῃ τῆς ὑποστήριξεως τῶν αἰτήσεων αὐτοῦ, ὁ ἕτερος δύναται νὰ αἰτήσῃται παρὰ τοῦ Δικαστηρίου ὅπως τῷ ἐπιδικᾶσθαι τὸ ὑπ' αὐτοῦ αἰτούμενον.

Τὸ Δικαστήριον πρὶν ἢ δικάσῃ δὸν νὰ βεβαιωθῇ οὐ μόνον ὅτι κέκτηται ἀρμόδιότητα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 36 καὶ 37, ἀλλὰ καὶ ὅτι αἰ ὑποβαλλόμενα αἰτήσεσι εἰσι βέβαια, πράγματι καὶ δικαία.

Ἄρθρον 54.

Ἀφού οἱ πράκτορες, δικηγόροι, σύμβουλοι προσάγῃσιν ὑπὸ τὸν ἔσληγον τοῦ Δικαστηρίου, πρὸς ὑποστήριξιν τῶν ἀξιωμάτων αὐτῶν, πάντα τὰ μέσα, ἅτινα ἴθελον κρῖνει πρὸς τούτο ἀναγκαῖα, ὁ πρόεδρος κηρύσσει τὴν λήξιν τῆς συζήτησεως.

Τὸ Δικαστήριον ἀποστέλλει ἐν τῇ αἰθούσῃ αὐτοῦ πρὸς διάσκεψιν. Αἱ διασκέψεις τοῦ Δικαστηρίου εἰσι καὶ παραμένουσι μυστικαί.

Ἄρθρον 55.

Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Δικαστηρίου λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων δικαστῶν.

Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ψῆφος τοῦ προέδρου ἢ τοῦ ἀντικαθιστάντος αὐτόν.

Ἄρθρον 56.

Ἡ ἀπόφασις ἐκδίδεται ἡπιολογημένῃ. Ἀναφέρει τὰ ὄνόματα τῶν δικαστῶν, ὅτινες ἔλαβον μέρος πρὸς ἐκδόσιν αὐτῆς.

Ἄρθρον 57.

Ἐὰν ἡ ἀπόφασις δὲν ἐλήφθῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει καθ' ὁμόφωνον τῶν δικαστῶν γνώμη, οἱ διαφωνοῦντες ἔχουσι δικαίωμα ὅπως ἐπισυνάψωσιν αὐτῇ ἔκθεσιν τῆς ἀτομικῆς αὐτῶν γνώμης.

Ἄρθρον 58.

Ἡ ἀπόφασις ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ προέδρου καὶ τοῦ γραμματέως.

Ἀναγιγνώσκεται ἐν δημοσίᾳ συνεδριάσει, δεινῶς περὶ τούτου εἰδοποιουμένων τῶν πρακτόρων.

Ἄρθρον 59.

Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου δὲν εἶναι ὑπογραφευτικῆ εἰμὴ μόνον διὰ τοὺς διαδίκους καὶ δι' ἡν ἐξεδόθη περίπτωσιν.

Ἄρθρον 60.

Ἡ ἀπόφασις εἶναι ὀριστικὴ καὶ ἀνέκλητος. Ἐν περιπτώσει ἀμφισβήτησεως τῆς ἐνοίας καὶ ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως, ἡ ἐρημία αὐτῆς ἀνήκει τῷ Δικαστηρίῳ, τῇ αἰτήσεσι παντὸς διαδίκου.

Ἄρθρον 61.

Ἡ ἀναθεώρησις τῆς ἀποφάσεως δὲν εἶναι δυνατὴν ἐνδεχόμενος νὰ ζητηθῇ παρὰ τοῦ Δικαστηρίου, εἰμὴ μόνον ἐπὶ τῷ λόγῳ ὅτι πρόκεινται γρηνοὶς φύσεως δυναμένης ν' ἀσκήσῃ κρίσιν ἐπιδρασιν, ὑπερ πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως ἢ το ἀγνοουσιν τῷ Δικαστηρίῳ καὶ τῷ διαδίκῳ τῷ αὐτοῦ τὴν ἀναθεώρησιν, χωρὶς ἢ ἀγνοῖα νὰ προσέρχηται ἐκ σφάλματος τοῦ τελευταίου τούτου.

Ἡ διαδικασία τῆς ἀναθεώρησεως ἀρτεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Δικαστηρίου ρητῶς βεβαίωσας τὴν ὑπαρξίν τοῦ νέου

γέγοντος, αναγνωρίζουσα δ' αὐτῷ τὸν χαρακτῆρα τὴν προκαλούσταν τὴν ἀναθεώρησιν καὶ ἐκπροσωποῦσας ἐκ τούτου ἀποδεκτὴν τὴν περὶ ἀναθεωρήσεως αἴτησιν.

Τὸ Δικαστήριον δύνανται νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν ἑναρξιν τῆς διαδικασίας τῆς ἀναθεωρήσεως ἀπὸ τῆς προηγουμένης ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως.

Ἡ πρὸς ἀναθεώρησιν αἴτησις δέον νὰ διατυπωθῇ τὸ βραδύτερον ἐντὸς ἑξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἀνακαλύψεως τοῦ νέου γεγονότος.

Ὁδὴμίᾳ αἴτησις ἀναθεωρήσεως εἶναι δεκτὴ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν δεκατοῦς προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 62.

Ἡ Ὁσάκια Κράτος τι ἤθελε θεωρήσει ὅτι ἐν ἐκκρεμαῖς τινι διαφορᾷ, ἔχει ἔνομον συμφέρον, δύνανται ν' ἀπευθύνῃ πρὸς τὸ Δικαστήριον αἴτησιν παρεμβάσεως.

Τὸ Δικαστήριον ἀποφασιζέι.

Ἄρθρον 63.

Προκειμένης ἐξηγητικῆς συμβάσεως, εἰς ἣν μιστέσγον καὶ ἄλλα Κράτη πλὴν τῶν διαδίκων, ἡ Γραμματεία εἰδοποιεῖ ταῦτα ἀνευ ἀναβολῆς.

Ἐκαστον τούτων ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρέμβῃ εἰς τὴν δίκην, ἐὰν δὲ ἤθελεν ἀσκήσει τὸ δικαίωμα τοῦτο, ἢ ἐν τῇ ἀποφάσει, ἐξηγητικὰ ἔσται ὡς πρὸς τὸ Κράτος τοῦτο ὑποχρεωτικῆ.

Ἄρθρον 64.

Ἐκαστος διάδικος ὑπέχει τὰς παρ' αὐτοῦ γενομένας δικαστικὰς δαπάνας, ἐκτὸς ἐν ἄλλοις ἤθελεν ἀποκρισάσιν τὸ Δικαστήριον.

Pour le Portugal

For Portugal

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :

AFFONSO COSTA

Pour le Japon

For Japan

Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν :

Baron HAYASHI

Pour la Grèce

For Greece

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :

N. POLITIS

Pour le Paraguay

For Paraguay

Διὰ τὴν Παραγουάην :

M. VELASQUEZ

Pour l'Uruguay

For Uruguay

Διὰ τὴν Οὐραγουάην :

I. C. BLANCO FERNANDEZ Y MONDINA

Pour la Nouvelle Zélande

For New Zealand

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :

SIR JAMES ALLEN

Pour le Siam

For Siam

Διὰ τὸ Σιάμ :

PRINCE CHAROON

Pour la Norvège

For Norway

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :

HAGERUP

Pour la Suède

For Sweden

Διὰ τὴν Σουηδίαν :

BRANTING

Pour la Suisse

For Switzerland

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :

MOTTA

Pour le Danemark

For Denmark

Διὰ τὴν Δανίαν :

H. ZAHLE

Pour le Salvador

For Salvador

Διὰ τὸν Σαλβαδόρ :

GUSTAVO GUERRERO

A. AVILA

Pour les Pays-Bas

For Netherlands

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :

LOUDON

Pour l'Inde

For India

Διὰ τὰς Ἰνδίας :

SIR W. MEYER

Pour l'Italie

For Italy

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :

CARBO SCHANTZE

Pour l'Afrique du Sud

For South Africa

Διὰ τὴν Νότιον Ἀφρικὴν :

BLANKENBERG

Pour la Chine

For China

Διὰ τὴν Κίταν :

WELLINGTON KOO

TANG-TSAI-FOU

Pour la France

For France

Διὰ τὴν Γαλλίαν :

LEON BOURGEOIS

Pour la Pologne

For Poland

Διὰ τὴν Πολωνίαν :

PADEREWSKI

Pour l'Empire Britannique

For the British Empire

Διὰ τὴν Ἀγγλίαν :

J. BALFOUR

Pour le Brésil
For Brasil
Διὰ τὴν Βραζιλίαν :

R. OCTAVIO
G. DA CUNHA
RAUL FERNANDES

Pour le Panama
For Panama
Διὰ τὸν Παναμῆν :

Dr. ARIAS

Pour le Costa-Rica
For Costa-Rica
Διὰ τὴν Κόστα-Ρίκα :

MANUEL M. PERALTA

Pour le Cuba
For Cuba
Διὰ τὴν Κούβαν :

A. AGÜERO
RAFAEL MANTINEZ ORTIZ
GARCIA ENSENAT

Pour le Venezuela
For Venezuela
Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :

MANUEL DIAZ-RODRIGUEZ
KEY AYALA
ESCALANTE

Pour la Colombie
For Columbia
Διὰ τὴν Κολομβίαν :

URRUTIA
A. J. KESTREPO

Pour la Bulgarie
For Bulgaria
Διὰ τὴν Βουλγαρίαν :

M. POMENOFF

Pour la Perse
For Persia
Διὰ τὴν Περσίαν :

ZOCA ED POWLEH

Pour la Roumanie
For Rumania
Διὰ τὴν Ρουμανίαν :

M. E. MARGARITESCO GRECIANO

Pour la Tchécoslovaquie
For Czecho-Slovakia
Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :

CYRIL DUSEK

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes
For the Serb-Croat-Slovene State
Διὰ τὸ Βασιλεῖον τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβάκων :

MILOUTINE YOVANOWITCH

Pour la Belgique
For Belgium:
V. PETZER

Pour l'Australie
For Australia:
W. H. HUGHES

Pour l'Autriche
For Austria:
EMMERICH PFUEGL

Pour l'Albanie
For Albania:
Mgr FAN S. NOLI

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑΟΝ ΠΡΟΓΡΑΦΗΣ

Τὰ μέλη τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, ἀντιπροσωπευόμενα παρὰ τῶν ὑπογεγραμμένων, δέντως ἐξουσιοδοτημένοι, δηλοῦσιν ὅτι ἀποδέχονται τὸν συνημμένον Ὀργανισμὸν τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης, ἐγκριθέντα ὑπὸ τῆς παμψηφίας τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν ἐν Γενεῇ τῇ 13 Δεκεμβρίου 1920.

Κατὰ συνέπειαν, δηλοῦσιν ὅτι ἀποδέχονται τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ Δικαστηρίου κατὰ τὰς διατάξεις καὶ τοὺς ἔρους τοῦ διαλαμβανομένου ἐν τῷ εἰρημένῳ Ὀργανισμῷ.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον, συνταχθέν συνωδᾷ τῇ ἀποφάσει τῆς Συνεδάσεως τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν ὑπὸ ἡμερομηνίαν 13 Δεκεμβρίου 1920, ἐπικυρωθήσεται. Ἐκίστη-Δύναμις θέλει διαβιβάσει τὴν ἐπικυρώσιν αὐτῆς πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματεῖα τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν, τῇ φροντίδι τοῦ ἑαυτοῦ θέλουσιν εἰδοποιηθῆναι πᾶσαι αἱ λοιπαὶ ὑπογράφουσαι Δυνάμεις. Αἱ ἐπικυρώσεις θέλουσι μετῆρ κατατεθειμέναι ἐν τοῖς ἀρχείοις τῆς Γραμματείας τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον δίδονται νὰ υπογράψωσι τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παραρτήματι τοῦ Συμφώνου τῆς Κοινωνίας. Ὁ Ὀργανισμὸς τοῦ Δικαστηρίου θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατ' ἃ προβλέπεται ὑπὸ τῆς εἰρημένης ἀποφάσεως.

Ἐγένετο ἐν Γενεῇ, ἐν εὐν καὶ μόνῳ πρωτοτύπῳ, ὁ- τινος τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον θὰ ἔχωσι τὴν αὐτὴν ἰσχύϊν.

Τῇ 16 Δεκεμβρίου 1920.

Ὁ παρὸν νόμος, ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Γ' ἐν Ἀθήναις Ἐθνικῆς Συνεδάσεως καὶ παρ' Ἑβρῶν σήμερον κωροθεῖς, δημοσιεύηται διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθῆτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Λορέλαιῳ τῇ 18 Αὐγούστου 1921.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργός,
Γ. Μπαλατζῆς

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Αὐγούστου 1921.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργός,
Α. Γούναρης

(2)
Περί οργάνωσος τῶν Δημοσίων Ἐμπορικῶν Σχολῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ἔμφη τὸ ἄρθρον 17 τοῦ νόμου 2261 περὶ μέσης ἑμπορικῆς ἐκπαίδευσος καὶ τὸ ἄρθρον 2 § γ' τοῦ νόμου 2272, τοῦ 1903, προτεροῦ τοῦ ἡμετέρου ἐπι τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαντες καὶ διατάσσαμεν

Ἄρθρον 1.

Τὸ σχολικὸν ἔτος τῆς μέσης ἑμπορικῆς ἐκπαίδευσος ἀρχεται ἀπὸ 1 Σεπτεμβρίου καὶ λήγει τὴν 30 Ἰανουαρίου ἐκάστου ἔτους.

Ἄρθρον 2.

Προστίθεται διορισμὸς ἐν ταῖς δημοσίαις ἑμπορικαῖς σχολαῖς ἔχουσι:

α') Διὰ τὴν διδασκαλίαν τῶν Ἑλληνικῶν, τῆς Ἱστορίας καὶ τῶν Ὀρθοπεδικῶν, οἱ πτυχιῶχοι τῆς Φιλολογικῆς Σχολῆς τοῦ ἡμετέρου ἢ ἔξενου ἑμποραγοῦ Πανεπιστημίου.

β') Τῶν Μαθηματικῶν οἱ πτυχιῶχοι τῶν Μαθηματικῶν ἡμετέρου ἢ ἔξενου ἑμποραγοῦ Πανεπιστημίου.

γ') Τῶν ἑμπορικῶν μαθημάτων οἱ πτυχιῶχοι ἀνωτάτων ἢ ἀνωτέρων δημοσίων ἑμπορικῶν σχολῶν.

δ') Τῆς Φυσικῆς Ἱστορίας, Πετρ. Φυσικῆς, Χημείας, Ἐμποριολογίας καὶ Γεωγραφίας οἱ πτυχιῶχοι τῶν φυσικῶν ἐπιστημῶν ἡμετέρου ἢ ἔξενου ἑμποραγοῦ Πανεπιστημίου ἢ τοῦ Χημικοῦ Τμήματος τοῦ ἡμετέρου ἢ ἔξενου ἑμποραγοῦ Πανεπιστημίου ἢ Πολυτεχνείου.

ε') Τῶν ἔξενων γλώσσων 1) οἱ πτυχιῶχοι Φιλολογικῆς σχολῆς ἔξενου Πανεπιστημίου, καὶ 2) οἱ μετὰ τὴν κεκανονισμένην ἐκπαίδευσιν λαβόντες ἀδειαν διδασκαλίας τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας ἢ τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐκκλησιαστικῶν καὶ τῆς Δημοσίας Ἐκπαίδευσος.

ς') Τῆς Πολιτικῆς καὶ οἰκιακῆς οἰκονομίας καὶ ἑμπορικοῦ δικαίου οἱ πτυχιῶχοι τῶν νομικῶν ἢ πολιτικῶν ἐπιστημῶν ἡμετέρου ἢ ἔξενου ἑμποραγοῦ Πανεπιστημίου.

ζ') Τῆς Καλλιγραφίας καὶ Δακτυλογραφίας οἱ μετὰ τὴν κεκανονισμένην ἐκπαίδευσιν λαβόντες ἀδειαν διδασκαλίας παρὰ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας ἢ ἔχοντες τὰ προσόντα νὰ διδάξωσι τὸ μάθημα τῆς καλλιγραφίας εἰς τὰ ἑμπόσια σχολεῖα τῆς μέσης ἐκπαίδευσος.

η') Τῆς Στενογραφίας οἱ ἔχοντες ἀπολυτήριον γυμνασίου ἢ πρακτικοῦ Λυκείου ἢ πτυχίον ἑμπορικῆς σχολῆς καὶ ὑπερτίσαντες ἀξιοδοκίμω ὡς στενογράφοι τῆς Βουλῆς ἢ τυχόντες σχετικῶν πτυχίων παρὰ τοῦ Ὑπουργείου τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας μετὰ εἰδικῆν ἐκπαίδευσιν ἢ ἔχοντες πτυχίον στενογράφο-δακτυλογράφου παρ' εἰδικῆς σχολῆς τῆς Ἑσπερίας.

θ') Τῆς Ὑγιεινῆς καὶ Νοσηλευτικῆς οἱ πτυχιῶχοι ἰατρικῆς σχολῆς Πανεπιστημίου τινὸς καὶ κατὰ προτίμησιν οἱ ἐν τῇ ἑρῆ τῆς σχολῆς ὑπερτινόντες ἰατροὶ τῶν σχολείων τῆς μέσης ἐκπαίδευσος.

ι') Τῆς Τουρκικῆς γλώσσης πρόσωπα ἐπαρκῶς κατέχοντα τὴν γλῶσσαν ταύτην μετὰ γυμνοδότησιν τῆς ἐν τῇ ἑρῆ τῆς σχολῆς ὑπερτινόντες Ὀθωμανικῆς Κοινότητος.

ια') Τῆς Χειροτεχνίας (κοπτικῆς καὶ ραπτικῆς) καὶ τῆς οἰκιακῆς παιδαγωγικῆς οἱ ἔχοντες σχετικὰ πτυχία ἢ εὐδαμῶν ὑπερτίνοι εἰς δημοσία ἢ ἀνεργασίσιμα σχολεῖα εἰς τὰ μαθήματα ταῦτα.

Ἄρθρον 3.

1. Εἰς τὰς κατωτέρω ἀναφερομένας δημοσίας ἑμπορικὰς σχολὰς προτίθενται τὰ ἀκόλουθα μαθήματα:

α') Ἡ Γερμανικὴ γλῶσσα ὡς προαιρετικὴν εἰς τὰς σχολὰς Ἀθηνῶν, Πειραιῶς, Θεσσαλονίκης, Πατρῶν, Κερκύρας, Σύρου, Ἡρακλείου καὶ Πύργου.

β') Ἡ Ἰταλικὴ γλῶσσα ὡς προαιρετικὴν εἰς τὰς σχολὰς Ἀθηνῶν, Πειραιῶς, Πατρῶν, Κερκύρας, Πύργου, Ἡρακλείου καὶ Χανίων.

γ') Ἡ Τουρκικὴ γλῶσσα ὡς προαιρετικὴν εἰς τὰς σχολὰς Θεσσαλονίκης καὶ Ἡρακλείου.

δ') Ἡ Στενογραφία ὡς προαιρετικὴν εἰς ὅσας τὰς σχολὰς.

ε') Ἡ Ὑγιεινὴ (καὶ Νοσηλευτικὴ εἰς τὰς σχολὰς θηλέων) εἰς πᾶσας τὰς σχολὰς ὡς ὑποχρεωτικὴν μάθημα, ἀλλὰ μὴ βαθμολογούμενον εἰς τὰς σχολὰς ἀρρένων.

ς') Ἡ Χειροτεχνία (κοπτικὴ καὶ ραπτικὴ) εἰς τὰς σχολὰς θηλέων ὡς ὑποχρεωτικὴν μάθημα.

ζ') Ἡ Οἰκιακὴ παιδαγωγικὴ καὶ οἰκιακὴ οἰκονομία εἰς τὰς σχολὰς θηλέων ὡς ὑποχρεωτικὴν μάθημα.

2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 § 8 τοῦ νόμου 2261 εἰ ἕκαστον τῶν ὑπὸ στοιχίαν α-γ προστιθέμενων μαθημάτων συστατικὸν ἀπὸ μίαν ἕδρα διδασκαλίας, εἰὰ δὲ τὰ ὑπὸ στοιχίον δ-ς ἑκαστὴν ἕδρα διδασκαλίας.

Ἄρθρον 4.

1. Τὰ μαθήματα κατανομέναι κατὰ τάξεις καὶ ἑδραμιαῖα ὥρα εἰς τὰς σχολὰς ἀρρένων ὡς ἑξῆς:

Μαθήματα	Ὅροι καθ' ἑδραμῶμα	Σύνολον	καὶ	τάξεις	ὥρῶν
	Α' Β' Γ' Δ'				
Ὑποχρεωτικὰ	Α'	Β'	Γ'	Δ'	
Θρησκευτικὰ	1	—	—	—	2
Ἑλληνικὰ	6	6	5	4	21
Μαθηματικὰ	4	4	4	3	15
Ἐμπροματολογία (μετὰ τῶν στοιχ. τῆς Φυσικῆς Ἱστορίας καὶ Χημείας)	2	2	2	2	8
Φυσικὴ Πειραματικὴ	1	1	—	—	2
Γαλλικὰ	6	5	5	5	21
Ἀγγλικὰ	—	5	6	6	17
Γενικὴ Ἱστορία	2	2	—	—	4
Ἱστορία τοῦ Ἐμπορίου	—	—	—	1	1
Γεωγραφία	2	2	2	1	7
Ἐμποριολογία (Ἐμποριολογία Ἀγριατικὴ καὶ Ἰασητικὴ)	2	2	3	4	11
Ἐμπορικὴ Δίκαιον (Ἀλληλογραφία)	—	—	1	1	2
Ἐμπορικὸν Δίκαιον	—	—	2	2	4
Πολιτικὴ Οἰκονομία	—	—	1	2	3
Καλλιγραφία καὶ δακτυλογραφία	3	2	1	1	7
Γυμναστικὴ καὶ Ὑγιεινὴ (2 ὥρα)	3	2	2	2	9
	34	35	35	35	
Ἀσκήσεις ἐργαστηρίου	—	—	—	1	2
Σύνολον	34	35	36	36	

2. Ἡ Ὑγιεινὴ διδάσκεται ἐν τῇ πρώτῃ καὶ δευτέρῃ τάξει ἀπὸ μίαν ὥραν καθ' ἑδραμῶμα, λαμβανόμενον ἐκ τῶν ὥρῶν τῆς γυμναστικῆς καθ' ἑδραμῶμα ὅπου ἔστι εἰδικὴ ἀπόφραξις τοῦ Ὑπουργοῦ. Ἐν τῇ πρώτῃ τάξει δύναται διὰ τῆς αὐτῆς σκοπῆσεως νὰ προστεθῇ καὶ ἰδιαίτερα ὥρα διὰ τὴν διδασκαλίαν τοῦ μαθήματος ταύτου.

3. Ἐν δὲ ταῖς σχολαῖς θηλέων τὰ μαθήματα κατανομέναι ὡς ἑξῆς:

Μαθήματα	Ὅροι καθ' ἑδραμῶμα	Σύνολον	καὶ	τάξεις	ὥρῶν
	Α' Β' Γ' Δ'				
Ὑποχρεωτικὰ	Α'	Β'	Γ'	Δ'	
Θρησκευτικὰ	1	—	—	—	1

Μαθήματα	Ώροι καθ' ἑβδομάδα				Σύνολον	Ώρων
	Α'	Β'	Γ'	Δ'		
Υποχρεωτικά						
Ελληνικά	6	6	5	4		21
Μαθηματικά	4	4	3	3		14
Ψυχολογία (μετὰ τὸν						
στον. τῆς Φυσικῆς Ἱστορίας						
καὶ Χημείας)	2	2	2	2		8
Φυσικὴ Πειραματικὴ	1	1	—	—		2
Γαλλικὰ	6	5	5	5		21
Ἀγγλικὰ	—	5	6	6		17
Γενικὴ Ἱστορία	2	1	1	—		4
Ἱστορία τοῦ Ἐμπορίου	—	—	—	1		1
Γεωγραφία	2	2	2	1		7
(Ἐμποριολογία	2	2	2	2		8
Ἐμπορικὰ (Δογματικὴ καὶ						
ἀσκήσεις	2	2	2	2		8
(Ἀλλογραφία	—	—	1	1		2
Ἐμπορικὸν Δίκαιον	—	—	—	2		2
Πολιτικὴ καὶ Οἰκονομικὴ	—	—	1	2		3
Καλλιγραφία καὶ δακτυλογραφία	3	2	2	—		7
Γυμναστικὴ	2	2	2	2		8
Ἑλληνικὴ καὶ Νοσηλευτικὴ	—	1	1	—		2
Χειροτεχνία	2	1	1	—		4
Οἰκιακὴ παιδαγωγικὴ	—	—	—	2		2
	35	35	35	35		
Ἀσκήσεις ἐργατηρίου	—	—	1	1		2
	35	35	36	36		

4. Τὰ προαιρετικὰ μαθήματα εἰς τὰς σχολὰς ἀρρέονται καὶ θηλέον κατατίθενται ὡς ἑξῆς :

Γερμανικὰ	3	3	3	3	12
Γαλλικὰ	3	3	3	3	12
Τουρκικὰ	3	3	3	3	12
Στενογραφία	—	—	3	3	6

5. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἀσκήσεις ἐργατηρίου ἐν τῇ τρίτῃ τάξει ἐπιμετρεῖται τὰς σχολὰς ἡ ἐνέργεια τούτων θὰ γίνηται ἀπὸ 1 Δεκεμβρίου, τοῦ πρώτου τριμήνου χρησιμοποιομένου διὰ τὴν συμπλήρωσιν τοῦ τυχόν μὴ διατεθέντος ἐν τῇ β' τάξει μέρους τῆς Φυσικῆς Πειραματικῆς.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ φοίτησις εἰς τὰ προαιρετικὰ μαθήματα ἐπιτρέπεται μόνον εἰς τοὺς μαθητὰς οἵτινες ἔχουσιν ἐπαρκῆ ἐπίδοσιν εἰς τὰ λοιπὰ μαθήματα καὶ ἐφ' ὅσων κρίνονται ὑπὸ τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν ἱκανοὶ νὰ παρακολουθήσωσιν ἄνευ βλάβης τῆς ὑγείας αὐτῶν.

2. Πᾶς ἐκαστος μαθητὴν δὲν ἐπιτρέπεται φοίτησις εἰς προαιρετικὰ μαθήματα πλεον ἢ τριῶν ὧρων καθ' ἑβδομάδα.

3. Οἱ ἐγγεγραμμένοι εἰς τὰ προαιρετικὰ μαθήματα υποχρεοῦνται νὰ φοιτῶσιν εἰς αὐτὰ καθ' ἕνα τὸ σχολικὸν ἔτος, ἐνῷθεναι νὰ ἀλλάξωσιν τῆς φοίτησός, μόνον κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν. Αἱ ἀπουσίαι τῶν ἐγγεγραμμένων εἰς τὰ μαθήματα ταῦτα λογίζονται ὡς ἀπουσίαι εἰς υποχρεωτικὰ μαθήματα.

Ἄρθρον 6.

Οἱ προσλαμβανόμενοι διὰ τὴν διδασκαλίαν τῆς Ἑλληνικῆς ἱατρῆς υποχρεοῦνται ἄνευ ἄλλης ἁμοιβῆς νὰ ἐπιπέλωσιν καὶ τὴν ὑγειαν τῆς σχολῆς καθ' ὅν τρόπον οἱ σχολικοὶ ἱατροὶ ἐν τοῖς σχολείοις τῆς μέσης ἐκπαίδευσσως.

Ἄρθρον 7.

Τὸ ἀναλυτικὸν πρόγραμμα τῶν μαθημάτων καὶ ἡ μέθοδος

διδασκαλίας αὐτῶν ἐρίζονται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ἑπιτετιοῦ τῆς Ἑθνικῆς Οἰκονομίας, ἐνδιδόμενα εἰς ἔντυπον τύπον.

Ἄρθρον 8.

1. Ἐν περιπτώσει ἐλλείψεως ἢ κωλύματος καθηγητοῦ ἢ διδασκάλου τινὸς κατὰ τὰς ἐξετάσεις, ἡ ἐξέτασις ἀνοσθεύεται ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ εἰς ἄλλον καθηγητὴν ἢ διδασκάλον τῆς σχολῆς.

2. Περὶ τῆς ὥς ἀνω ἐνεργείας τοῦ Διευθυντῆς υποχρεοῦται νὰ ἀναφέρῃ εἰς τὸ Ἑπιτετιοῦν.

Ἄρθρον 9.

1. Ὁ Διευθυντὴς προτίθεται ἐν γένει τῆς σχολῆς καὶ εἰδικῶς τῶν γραφείων αὐτῆς, ἀλληλογραφῶν ἐν ὁμοίαις αὐτῆς μετὰ δημοσίων ἀρχῶν καὶ ἰδιωτῶν.

2. Ὁ Διευθυντὴς ἐν τῷ ἔργῳ τούτῳ βοηθεῖται ὑπὸ τοῦ υποδιευθυντοῦ, εἰς ὃν δύναται οὕτως νὰ ἀναθέσθῃ τὴν ἐκτέλεσιν ὑπὸ τῆς ὀδηγίας τοῦ μέρους τῶν ὡς ἀνω καθηγητῶν αὐτοῦ.

3. Ἐν περιπτώσει ἐλλείψεως ἀπουσίας ἢ κωλύματος τοῦ Διευθυντοῦ καὶ υποδιευθυντοῦ, τὴν διουσίαν τῆς σχολῆς προσωρινῶς ἀναλαμβάνει ὁ ἀρχαιότερος τῶν καθηγητῶν.

4. Καθῆκοντα γραμματεῶς τῆς σχολῆς ἐπέκεινται διδασκαλίας τῆς καλλιγραφίας ἢ τῆς γυμναστικῆς, ὀριζόμενος ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ. Ἐξαιρετικῶς ὁ Διευθυντὴς δύναται νὰ ἀναθέσθῃ τὰ καθήκοντα ταῦτα εἰς καθηγητὴν τῆς σχολῆς προσωρινῶς ἢ καὶ διαρκῶς. Ἐν τῇ τελευταίᾳ περιπτώσει ἀπαιτεῖται ἡ ἐγκρισις τοῦ Ἑπιτετιοῦ.

5. Κατὰ τὰς ἐργασίμους ὥρας τῆς σχολῆς δεξιλαὶ νὰ εἶναι παρὼν ἐν αὐτῇ ὁ Διευθυντὴς ἢ ὁ υποδιευθυντὴς τῆς σχολῆς, ἐκἀκτερος κατὰ τὸ ἤμισυ.

Ἄρθρον 10.

1. Αἱ ἐγγραφαὶ τῶν μαθητῶν τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν ἐνεργοῦνται ἐντός τοῦ μηνὸς Σεπτεμβρίου. Οἱ ἐξετασθέντες ὁμοῦ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς διατάξεως τοῦ ἀρθροῦ 11 § 4 δικαιούσιν νὰ ἐγγραφῶσιν μέχρι τῆς 15 Ὀκτωβρίου.

2. Ὁ Ἑπιτετιοῦ τῆς Ἑθνικῆς Οἰκονομίας δύναται καὶ μετὰ τὴν πάροδον τῆς προθεσμίας ταύτης νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐγγραφήν μέχρι τῆς 15 Ὀκτωβρίου.

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ἐξετάσεις τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν διακρίνονται εἰς εἰσιτηρίους, κατατακτηρίους, ἀπολυτηρίους καὶ συμπληρωματικὰς.

2. Τούτων αἱ μὲν εἰσιτηρίαι καὶ κατατακτηρίαι ἐνεργοῦνται ἐντός τῶν δύο πρώτων δεκαημέρων τοῦ μηνὸς Σεπτεμβρίου, αἱ δὲ ἀπολυτηρίαι κατὰ Ἰούλιον, ὀριζόμενης τῆς ἐνάρξεως δι' ὑποχρεωτικῆς διαταγῆς, προτάσει τοῦ Διευθυντοῦ, καὶ τέλος αἱ συμπληρωματικαὶ ἐντός τοῦ Σεπτεμβρίου.

3. Ἐξαιρετικῶς διὰ τὸς ἐν δεδικαιολογημένῳ κωλύματος μὴ προσελθόντας εἰς εἰσιτηρίον ἢ κατατακτηρίον ἐξέτασιν μαθητὰς ἐντός τῆς αὐτῆς προθεσμίας, ἐπιτρέπεται νὰ παρασθῇ αὐτῇ μέχρι τέλους Σεπτεμβρίου, κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν.

4. Ὁ Ἑπιτετιοῦ τῆς Ἑθνικῆς Οἰκονομίας δικαιούται καὶ μετὰ τὴν πάροδον τῆς προθεσμίας ταύτης νὰ ἐπιτρέψῃ, ἐὰν συντρέχῃ ἕκαστος κώλυμα, τὴν ἐξέτασιν μαθητῶν μέχρι 15 Ὀκτωβρίου. Παρελθούσης τῆς προθεσμίας ταύτης πᾶσα εἰσιτηρία ἢ κατατακτηρία ἐξέτασις ἀπολείπεται.

Ἄρθρον 12.

Οἱ εἰσιτηρίον διὰ τὴν πρώτην τάξιν τῆς ἐμπορικῆς σχολῆς δοκιμαζοῦν ὑποβάλλονται οἱ εφόρους ἀπολυτηρίον δημοσίου ἢ ἰδιωτικοῦ ἐλληνικοῦ σχολείου ἢ ἐνδεικτικῶν τῆς τρίτης τάξεως

του Πρακτικού Διαιτησίου η ένδεικτικὸν Ἀ' τάξεως τῆς ἰδιωτικῆς σχολῆς Ὑλησίου (Ἀρσακίου).

Ἀρθρον 13.

1. Αἱ εἰσιτήριοι ἐξετάσεις ἐνεργούνται ἐνώπιον ἐξεταστικῆς ἐπιτροπῆς, ἀποτελούμενης ἐκ τῶν Διευθυντῶν τῆς Σχολῆς καὶ ἐκ τῶν ἀρμόδιων καθηγητῶν, δικαιουμένων τοῦ Διευθυντοῦ καὶ ὁρίσθη ἐπιτροπῆς καὶ ἐκ τῶν ἄλλων καθηγητῶν ἡ διδασκάλων τῆς Σχολῆς.

2. Ἐξαιρετικῶς ὁ Ἰπουργὸς δύναται νὰ καταρτίσῃ τὴν ἐπιτροπὴν καὶ ἐξ ἄλλων καθηγητῶν τῆς αὐτῆς ἢ ἄλλων σχολῶν.

Ἀρθρον 14.

1. Ἡ εἰσιτήριος εἰς τὰς σχολὰς δοκιμασία γίνεται γραπτῶς μόνον ἐπὶ τῶν διδασκόμενων ἐν ταῖς ἐλληνικαῖς σχολαῖς εἰς ἑλληνικῶν (α') ὀρθογραφία ἀδιόκτου ἀρχαίου ἢ νεοελληνικοῦ κειμένου, β') ζήτημα γραμματικῆς, καὶ γ') ἐκθεσις ἰδιῶν καὶ μαθηματικῶν (τρίων ζητημάτων ἐκ τῆς ἑλθῆς ἀριθμητικῆς τῆς διδασκουμένης ἐν ταῖς ἐλληνικαῖς σχολαῖς, ἐξ ὧν ἕνα εἶναι ὑποχρεωτικῶς—να δύο).

2. Τὰ δύο ἢ τρία ζητήματα τῶν τε ἐλληνικῶν καὶ μαθηματικῶν ἐπινοοῦνται ὑπὸ τοῦ διευθυντοῦ τῆς σχολῆς.

3. Βαθμὸς ἐκάστου τῶν μαθημάτων τούτων λαμβάνεται ὁ μέσος ὅρος τῶν δύο βαθμῶν τῶν ἐξεταστικῶν.

4. Ὁ κατὰ τὴν δοκιμασίαν ταύτην λαμβάνωντας εἰς ἐν ἐκ τῶν ὡς ἄνω μαθημάτων βαθμῶν κατώτερον τοῦ πλήρους ὅ ἀπορροῦνται.

5. Ὅμοιος βαθμὸς τῶν ἐπιτυχῶν ἀνοίγει εἰς ὁ μέσος ὅρος τῶν ἐπὶ τῶν δύο ὡς ἄνω μαθημάτων βαθμῶν, λαμβανόμενων ὡς συντελεστοῦ τῶν μὲν 4 διὰ τὰ Ἑλληνικὰ, τοῦ 3 δὲ διὰ τὰ μαθηματικά. Τὰ κλάσματα λαμβάνονται ὑπὸ ὅψιν.

6. Οἱ ἐπιτυχόντες εἰσέρχονται εἰς τὴν σχολὴν κατὰ σειράν ἐπιτυχίας μέχρι συμπληρώσεως τοῦ ὁριζήσαντος κατὰ τὸ κατωτέρω ἀρθρον 15 ἀριθμοῦ εἰσακτικῶν. Ἐπὶ μαθητῶν τυχητῶν ἴσου βαθμοῦ ἐνεργεῖται κλήρωσις.

7. Οἱ ἐπιτυχόντες καὶ μὴ δυνάμενοι νὰ εἰσαχθῶσιν εἰς τὴν σχολὴν λόγῳ συμπληρώσεως ἀριθμοῦ εἰσακτικῶν δύνανται νὰ ἐγγραφῶσιν εἰς ἑτέραν σχολὴν τοῦ Κράτους, ἐφ' ὅσον ἐν αὐτῇ δὴν συνεπληρῶν ὁ ἀριθμὸς τῶν εἰσακτικῶν.

Ἀρθρον 15.

1. Ὁ ἀριθμὸς τῶν εἰσακτικῶν κατ' ἔτος εἰς ἐκάστην σχολὴν μαθητῶν ὁρίζεται πρὸ τῆς ἀνάξεως τῶν εἰσιτηρίων ἐξετάσεων ἀναλόγως τοῦ χώρου τοῦ οἰκηματός τῆς σχολῆς ὑπὸ τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν δι' ὀριστικῆς ἀποφάσεως τοῦ ἡνωλογημένης. Διὰ τὴν ἀπόφασιν ταύτην λαμβάνεται ὑπὸ ὅψιν ὁ πιθανὸς ἀριθμὸς τῶν μελλόντων νὰ εἰσιτήσωσιν ἐν τῇ πρόσῃ τάξει παλαιῶν μαθητῶν καὶ ἐπὶ ὁ ἀριθμὸς τῶν μαθητῶν ἐκάστου τμήματος δὲν πρέπει νὰ υπερβαίνει τοὺς 45.

2. Ἀνεγέρσασιν τῆς ἀποφάσεως ταύτης συγκαλλῶνται εἰς τὴν σχολὴν καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὸ Ἰπουργεῖον.

3. Ὅτι ἐν τῶν ἰδιωτικῶν ἀνεγνωριστέμων ἢ μὴ ἐμπορικῶν σχολῶν μαθητὰί γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς δημοσιας ἐμπορικὰς σχολὰς ἐφ' ὅσον ὑπάρχει χώρος κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ συλλόγου τῶν καθηγητῶν ἀποκατανομήν ὀριστικῶς. Ἐν περιπτώσεσι πολλῶν ὑποψηφίων προτιμῶνται οἱ προερχόμενοι ἐκ μὴ ἀνεγνωριστέμων σχολῶν καὶ ἐκ τούτων οἱ ἀνορτίτερον ὑποβαλλόντες σχετικῶς αἰτήσεις.

Ἀρθρον 16.

Ἐὰν γραπτὰ πάσης ἐγγράφου ἐξετάσεως γίνονται ἐπὶ φύλλων γάρτου φερθέντων προσωπικῶν τευχῶν ὀδετασανδῶν γάρτου πρὸς κάλυψιν τοῦ ὀνόματος τοῦ ἐξεταζομένου.

Ἀρθρον 17.

1. Εἰς κατακτητήριους ἐξετάσεις ἐν δημοσίᾳ ἐμπορικῇ

σχολῇ γίνονται δεκτοὶ οἱ φέροντες ἐνδεικτικὸν τάξεως τῆς ἰδιωτικῆς ἐμπορικῆς σχολῆς ἑμπορικοῦ καὶ ἐχούσης τὸ αὐτὸ πρὸς τὰς δημοσιας ἐμπορικὰς σχολὰς πρόγραμμα μαθημάτων ἢ οἱ φέροντες ἐνδεικτικὸν ἑμπορικοῦ μὴ ἰδιωτικῆς ἐμπορικῆς σχολῆς ἐχούσης διάφορον πρόγραμμα, προσετι δε ἔγκρα πιστοποιητικὰ, διὰ ἐδιδάχθησαν παρ' ἀρμόδιων καθηγητῶν τὰ ἐπὶ πλέον διδασκόμενα μαθημὰτα ἐν τῇ δημοσίᾳ ἐμπορικῇ σχολῇ.

2. Ἐξαιρετικῶς ἐπιτρέπεται νὰ ὑποσῶσιν τοιαύτην ἐξέτασιν μόνον κατὰ τὰ σχολικὰ ἐτῆ 1920—1921 καὶ 1921—1922 καὶ ἐκείνοι ἐκ τῶν μαθητῶν ἰδιωτικῶν ἐμπορικῶν σχολῶν, οἵτινες ἐν τῷ προσάκτω παραλῶν διήκουσαν μαθημὰτα ἐπὶ ἐν τοιαύτῳ σχολικῷ ἔτος ἐν ἰδιωτικῇ ἐμπορικῇ σχολῇ οὐκ καθ' ἕλα συμφωνίας πρὸς τὰς ἰσχυρούς διατάξεις ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν. Οἱ τοιοῦτοι θρεβίλονται νὰ προαγῶσιν πρὸς τοῦτα α') πιστοποιητικὸν διὰ ἔχουσαν ἀπολυτῆ ἐξ ἐλληνικοῦ σχολικοῦ ἢ εἰνε κάτοχην τίτλου σπουδῶν ἰσοδυναμοῦ ἢ καὶ ἀνοτίου καὶ β') ἐνδεικτικὸν ἢ πιστοποιητικὸν ἐμπορικῆς σχολῆς ἑμπορικοῦ ἐξουχίως.

3. Πάντες οἱ τῶν ἄνω κατηγοριῶν κατατάσσονται, μετὰ προφορικῆν καὶ γραπτὴν ἐξέτασιν, εἰς ὅταν τάξιν κρίνη αὐτοὺς ἀξίους ὁ σύλλογος τῶν καθηγητῶν τῆς σχολῆς, τυχηρῶν κατὰ τὰς ἐξετάσεις ταύτας τῶν ἐν ἀρθρῷ 20 ὁριζήσαντων. Δὲν δύναται ἄνωγ νὰ καταταχθῶσιν εἰς τάξιν ἀνωτέραν τῆς εἰς ἣν προήχθησαν ἐν τῇ ἰδιωτικῇ σχολῇ τάξεως.

4. Μαθητὰ φέροντες ἐνδεικτικὸν δημοσιαῖ ἢ ἀνεγνωριστέμου γυμνασίου δύνανται νὰ καταταχθῶσιν εἰς μίαν τῶν πρώτων τριῶν τάξεων τῆς ἐμπορικῆς σχολῆς, δι' ἣν θέλει κρίνει αὐτοὺς ἀξίους ὁ σύλλογος τῶν καθηγητῶν εἰς τάξιν προηγουμένην γραπτὴν καὶ προφορικῆν δοκιμασίαν ἐπὶ πάντων τῶν μαθημάτων τῶν διδασκόμενων ἐν ταῖς προηγουμέναις τῆς ἐν ἡ αἰτούσῃ νὰ καταταχθῶσιν τάξεως. Δὲν δύναται ἄνωγ νὰ καταταχθῶσιν εἰς τάξιν ἀνωτέραν τῆς ἐπομένης τῆς ἐν τῇ ἐροίτησιν ἐν τῷ τετρατάξῳ γυμνασίῳ τάξεως.

Ἀρθρον 18.

1. Πάντες οἱ μαθητὰ τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ σχολικοῦ ἔτους ὑποβάλλονται ἐκτός τῆς προφορικῆς καὶ εἰς γραπτὴν ἐξέτασιν ἐπὶ πάντων τῶν μαθημάτων.

2. Ἡ γραπτὴ ἐξέτασις γίνεται ὑποχρεωτικῶς τετράκις τοῦ ἔτους καὶ εἰς τὸ τέλος ἐκάστου διμήνου, τοῦ πρώτου διμήνου ἀρχομένου τῆν 1 Ὀκτωβρίου, κατὰ τὸν κατωτέρω τρόπον.

α') Εἰς τὸ τέλος τοῦ πρώτου διμήνου οἱ μαθητὰ ἐξετάζονται ἐπὶ τῆς διαχέωσις κατ' αὐτὸν θλῆς, εἰς δὲ τὸ τέλος τῶν λοιπῶν διμήνων ἐξετάζονται ἐκτός τῆς ἐν ἐκάστῳ τῶν διαχέωσις θλῆς καὶ ἐπὶ τῆς ὕλης τοῦ ἡμέτερου προηγουμένου διμήνου.

β') Κατὰ τὴν δοκιμασίαν ταύτην εἰς τοὺς μαθητὰς δίδονται δύο θέματα, ὃν ἕνασιν περιέχει δύο ζητήματα καὶ ἐκ τῶν δύο διμήνων καὶ ἐξ ἄν ὑποχρεοῦνται οὗτοι νὰ πραγματοποιῶσιν τὸ ἐν.

3. Πῶν τρόπον τῆς διεξαγωγῆς τῶν κατὰ διμήνου γραπτῶν ἐξετάσεων κανονίζει ὁ σύλλογος τῶν καθηγητῶν δικαιοῦμενος νὰ διακρίβῃ τὰ μαθημὰτα διὰ τὴν προετοιμασίαν τῶν μαθητῶν μέχρι 3 ἡμερῶν.

4. Οἱ ἀποσόντες ἔνεκα δεδικαιολογημένης αἰτίας ἐνὸς ἢ περισσοτέρων γραπτῶν δοκιμασιῶν τῶν τριῶν πρώτων διμήνων ἐξετάζονται βραδύτερον. Ἐπίσης οἱ ἔνεκα δεδικαιολογημένης αἰτίας ἀποσόντες τῆς γραπτῆς δοκιμασίας τοῦ ἑορτομῆνου παρεπέμονται εἰς ἐξέτασιν κατὰ Σεπτέμβριον. Αἱ διακλιθεῖσαι αὗται κληρονομαῖ ὑπὸ τοῦ συλλόγου.

5. Αἱ εἰς τὸ τέλος τοῦ σχολικοῦ ἔτους γενικὰ ἐξετάσεις προκειμένου περὶ προαγωγῆς τῶν μαθητῶν καταρτίζονται,

διατηρούμενα μόνον ως προς τους απολυομένους μαθητάς, είνε δε αυτά γραπτά μόνον επί πάντων των μαθημάτων.

Άρθρον 19.

1. Η ικανότης των μαθητών προκειμένου περί προαγωγής αυτών κρίνεται επί τη βάσει της βαθμολογίας των εν τα τη γραπτά και προφορική εξέτασει αυτών κατά τη διάρκειαν του σχολικού έτους.

2. Ως βαθμός εκάστου διμήνου λαμβάνεται ο μέσος όρος των βαθμών της προφορικής και γραπτής εξέτασεως. Ως τελικός δε βαθμός εν έκαστω μαθηματι λαμβάνεται ο μέσος όρος των βαθμών των τεσσάρων διμήνων.

3. Οι βαθμοί των προφορικών παραδίδονται εις τών διευθυντήν πρό της αποκαλύψεως των γραπτών. Ο μέσος όρος εκάστου διμήνου καθορίζεται άμέσως εις τών ειδικών έλεγχων και υπογράφεται υπό του άρμοδίου καθηγητού.

4. Η ικανότης των μαθητών, προκειμένου περί απολύσεως αυτών, κρίνεται και επί τη βάσει των γενικών εξέτασεων εις πάσα τα μαθήματα. Έν τη περιπτώσει ταύτη ως τελικός βαθμός εν έκαστω μαθηματι λαμβάνεται ο μέσος όρος των τριών βαθμών, α) του μέσου όρου των πρώτων δύο διμήνων β) του μέσου όρου του τρίτου και τεταρτού διμήνου, και γ) του βαθμού των γενικών εξέτασεων. Έπί των μαθητών τούτων παραλείπεται η γραπτή εξέτασις του τεταρτού διμήνου.

5. Η διακοπή των μαθημάτων της Άης τάξεως γίνεται την 20 Μαΐου, των δε λοιπών τάξεων την 25 Μαΐου.

6. Το κλασικιστικόν μέρος του μόνου μέσου όρου εκάστου διμήνου ή τετραμήνου και εξέτασεων προκειμένων περί απολύσεως λαμβάνεται υπό έμφιν, του δε μέσου όρου πάντων των διμήνων αν είνε μικρότερον του ήμισους της ανεκτάς μονάδος παραλείπεται, αν δε ήμισυ ή μεγαλύτερον του ήμισους αξιόταται το ανεκταίον μέρος κατά μονάδα.

7. Τα γραπτά των δοκιμασιών και εξέτασεων φυλάσσονται μέχρι του Οκτωβρίου του επομένου σχολικού έτους.

Άρθρον 20.

1. Διά την επιτυχίαν των μαθητών απαιτείται τελικός βαθμός εις μόν τα Έλληνικά μαθηματικά έμπορικά και γαλλικά τουλάχιστον 6, εις δε τα λοιπά μαθήματα τουλάχιστον 5.

2. Οι υπολειπόμενοι εις δύο το πολύ μαθήματα του άνω ερισθέντος βαθμού παραπέμπονται εις συμπληρωματικήν εξέτασιν εις τα μαθήματα ταύτα κατά Σεπτέμβριον.

3. Οι λαβόντες έμμοσ εις δύο εκ των προτεινόντων μαθημάτων βαθμών κάτω του 5 απορρίπτονται.

Άρθρον 21.

1. Μαθητάς σημειώσαντες κατά το ετήσιον διάστημα των μαθημάτων εν συνόλω υπέρ τας 200 ώριμιας άπουσίας παραπέμπονται εις εξέτασιν κατά Σεπτέμβριον.

2. Μαθητάς σημειώσαντες εν μαθηματι τινι άπουσίας πλέον του 1/3 των ωρών, και' ως έννευον πράγματα διδασκαλία του μαθηματός τούτου, υπογράφονται να επανεξετασθούν εις το μαθημα τουτο κατά Σεπτέμβριον.

3. Μαθητάς σημειώσαντες ελιγότερας των κατά το προηγούμενα εδάφια άπουσιών δύνανται να παραπεμφθούν εις συμπληρωματικήν εξέτασιν κατά Σεπτέμβριον, είνε ελιγνήν είνε μερικην υπό του συλλόγου των καθηγητών, είνε κατά την κρίσιν αυτού αι γενόμενα άπουσια δέν δικαιολογούται.

4. Ο συλλογος κατά την επίκλησιν της δικαιολογίας των άπουσιών λαμβάνει υπό έμφιν και την κατά το παρελθόν επίπλευσιν και επίδοσιν του άπουσιάζαντος μαθητού ως και το δυνατόν της περαιτέρω ευδοκίμησέως αυτού, εις α μαθήματα άπουσιάζων.

Άρθρον 22.

Έκ των μή προσελθόντων εις τας κατά Ιούνιον εξέτασεις εις απολύσει μόνον οι δικαιολογούντες έπαρκώς και πρό της ενάρξεως των εξέτασεων ή κατ' αυτάς την μη προσέλυσιν ταύτην, έπιτρέπεται να εξέτασθώσι κατά Σεπτέμβριον άποράσει του συλλόγου.

Άρθρον 23.

Αι συμπληρωματικά κατά Σεπτέμβριον εξέτασεις, καθολικά ή μερικά, γίνονται επί προαγωγής ή απολύσει. Ένσφύρονται δε γραπτός μόνον επί πάσης της ύλης της διασθηθείσης κατά την διάρκειαν του σχολικού έτους του μαθηματός ή των μαθημάτων εις α παρεμπόρισαν. Πρός εξαγωγήν του άποτελέσματος ως τελικός βαθμός εν έκαστω μαθηματι λαμβάνεται ο μέσος όρος του βαθμού όλουλήρου του σχολικού έτους άφ' ενός και του βαθμού της συμπληρωματικής εξέτασεως άφ' ετέρου.

Άρθρον 24.

1. Οι απορριπτόμενοι εξ ειστηρίων εξέτασεων γυμνασιού μαθητάς γίνονται δεκτοί εις τας ειστηρίους εξέτασεις έμπορικής σχολής.

2. Οι απορριπτόμενοι δ' εκ των ειστηρίων εξέτασεων έμπορικής σχολής γίνονται δεκτοί εις ειστηρίον δοκιμασίαν έμπορικής σχολής κατά το επόμενον σχολικόν έτος.

Άρθρον 25.

1. Τα πιστοποιητικά των εκ δημοσίου ή ιδιωτικού ελληνικού σχολείου προσελθόντων εις ειστηρίον δοκιμασίαν και απορριφθέντων μαθητών άκυρωσινται υπό του διευθυντού της έμπορικής σχολής εν ή οσμοι εξέτασθησαν και κατατίθενται εις τα αρχεία αυτής.

2. Διά να μή εκδοθώσι δε νέα πιστοποιητικά υπό των σχολείων, εξ ών προέρχονται οι απορριφθέντες μαθητάς, ο διευθυντής της έμπορικής σχολής καθιστά γνωστόν το άποτελεσμα τούτου των εξέτασεων εις τα σχολεία ταύτα.

3. Αν ζητηθή υπό μαθητού απορριφθέντος το πιστοποιητικόν αυτόν υπό παρέχεται μόνον αντίγραφον τούτου, μετ' αμείας περί της γενεμένης άκυρώσεως και του λόγου αυτής.

Άρθρον 26.

1. Οι επιτυχάνοντες εις τας ειστηρίους εξέτασεις σχολής τίνος δέν δύνανται να έγγραφωσιν ή μεταγγραφώσιν εις άλλην σχολήν, αν δέν προσαγάγωσι πιστοποιήσιν του διευθυντού της έμπορικής σχολής εις ήν εξέτασθησαν ότι ή έγγραφη ή μεταγεγραφή επιβάλλεται δι' ουσιώδεις λόγους κρινόμενους υπό του συλλόγου των καθηγητών.

2. Οι προερχόμενοι εκ τίνος έμπορικής σχολής μαθητάς και φέροντες ένδεικτικόν προσαγωγής ή αποδεικτικόν απορριφθέντος, έγγραφονται ή μεταγγράσσονται εις άλλην έμπορικήν σχολήν αν κατά πιστοποιήσιν του διευθυντού της έμπορικής σχολής εις ήν εφείτησαν επιβάλλεται ή έγγραφη ή μεταγεγραφή εις άλλην σχολήν εκ λόγων ουσιωδών κρινόμενων υπό του συλλόγου των καθηγητών.

Άρθρον 27.

Τα πιστοποιητικά σπουδής των ένδεικτικών έμπορικών σχολών της ήμεδαπής παρέχουν πίστιν μόνον, αν όσσι προσηκουρωμένα υπό του οικείου Γενικού Έπιθεωρητού ή του επιθεωρητού της έμπορικής εκπαιδεύσεως, τού δε σχολών της άλλοδαπής άγνωστοίμων ή μή, υπό της άρμοδίας Έλληνικής προεδρικής αρχής.

Ἄρθρον 28.

Ἐγγραφα πιστοποιητικά κατ' οἶκον γινόμενης ἐν τῇ ἡμετέρῃ διδασκαλίᾳ μαθητῶν, αἱ ὁποῖα θέλουσι γὰ ὑποστῆσαι τὴν κατασκευαστὴν δοκιμασίαν, θεωροῦνται τὰ ἐμφαινόμενα ὅτι ἡ κατ' οἶκον διδασκαλία ὑπὸ ἀρμενίου καθηγητῶν καὶ κατὰ τὸν χρόνον καὶ κατὰ τὸ ποῦν καὶ κατὰ τὸ πῶς τῶν μαθητῶν ἐγένετο ἴση πρὸς τὴν ἀντίστοιχον ἐν δημοσίᾳ ἑμπορικῇ σχολῇ τάξιν καὶ ἐκδοθέντα ἐνδρακτῶν ἐνώπιον Ἐπιτροπικῆς δημοσιᾶς συνεδριάζοντος. Τὰ δὲ πιστοποιητικά τῆς κατ' οἶκον ἐν τῇ ἀλλοδαπῇ διδασκαλίᾳ εἰσὶν ἔγγραφα ἂν ὅσοι κεκρωμαμένα ὡς ἐν τῷ ἄρθρῳ 27.

Ἄρθρον 29.

Μαθητῆς ἐν ἰδιωτικῇ Ἐμπορικῇ Σχολῇ ἢ κατ' οἶκον διδασχθεὶς δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἐξετασθῆ ἐν δημοσίᾳ Ἐμπορικῇ Σχολῇ ὑπὸ τοῦ διδάξαντος αὐτοῦ.

Ἄρθρον 30.

Μαθητῆς Ἐμπορικῆς Σχολῆς προάγεται ἡ ἀπολύεται μόνον ὑπὸ τοῦ ἐκπαιδευτηρίου ἐν τῷ ὁποίῳ τελουσίαν φοιτῆται.

Ἄρθρον 31.

Πρὸς βαθμολογίαν τῆς ἰκανότητος τῶν μαθητῶν χρησιμεύουσι οἱ βαθμοὶ ἀπὸ 0 ὡς 10, οἵτινες δηλοῦσιν αὐτὴν ὡς ἑξῆς :

τὸ 0	=	κακῶς
τὸ 1-2	=	μετριώτατα
τὸ 3-4	=	μετριῶς
τὸ 5	=	σχεδὸν καλῶς
τὸ 6-7	=	καλῶς
τὸ 8-9	=	λίαν καλῶς
τὸ 10	=	ἀριστα.

Ἄρθρον 32.

1. Ἡ διαγραφή χαρακτηρίζεται ὡς ἑξῆς :
Κοσμιωτάτη, κομμία, καλή, σχεδὸν καλή, ἀξιόμαρτος, κακή.
2. Οἱ ἔχοντες κακήν διαγωγήν δὲν δύναται νὰ φοιτήσωσιν ἐν τῇ αὐτῇ σχολῇ.

Ἄρθρον 33.

1. Κατὰ τὸ τέλος ἐκάστου βεληγῶν ἡ Διεύθυνσις τῆς Ἐμπορικῆς Σχολῆς διανέμει τοῖς μαθηταῖς ἐλέγχους πρὸς τοῦ διδασκόντος, ἐμφαινόμενος τοῖς μέσοις βαθμοῖς (διὰ τῶν λέξεων ἀριστα, ἑλίαν, καλῶς κλπ.), ὃν ἑκάστος μαθητῆς ἔσται εἰς τὰ διάφορα μαθήματα, τὰς σημειωθείσας ὡριαίας ἀπουσίας εἰς ἑκάστον μάθημα κατὰ τὸ διάστημα τοῦ διαρρυσσέντος βεληγῶν, τὸν βαθμὸν τῆς διαγωγῆς αὐτοῦ καὶ πᾶσαν ἄλλην τυχόν ἐνδιαφέρουσαν παρατήρησιν.

2. Ἐκάστος μαθητῆς ὀφείλει νὰ ἐπιστρέφῃ ἐντός δύο ἑβδομάδων τὸ βραδύτερον τὸν οἰκίῳ ἐλεγχον εἰς τὴν Διεύθυνσιν τῆς Σχολῆς, θεωρημένον κατὰ τὸ γένεος ἢ κηδεμόνος. Ἡ θεωρησις αὕτη δηλοῦται διὰ τῆς υπογραφῆς ἐν τῷ οἰκίῳ τόπῳ τοῦ γονεῖος ἢ κηδεμόνος προσμύνητος χρονολογημένης.

3. Μαθητῆς μὴ ἐπιστρέψας ἐντός τῆς ὡς ἀνω προθεσμίας τὸν ἐλεγχον θεωρημένον ἀπολύεται τῆς περαιτέρω φοιτήσεως εἰς τὴν Σχολήν.

Ἄρθρον 34.

1. Ἀκρωταὶ γίνονται δεκτοὶ εἰς δημοσίαν Ἐμπορικὴν Σχολήν ἐφ' ὅσον ἐπιτρέπαι τοῦτο ἐν χώρῳ τῆς Σχολῆς καὶ ὁ ἀριθμὸς τῶν τακτικῶν μαθητῶν καὶ δὲν διαρχαζέται διὰ τῆς παρασχῆς τῶν ἀκρωτῶν ἢ τακτικῆς διδασκαλίας τῆς σχολῆς

2. Περὶ τῆς παρασχῆς ἢ μὴ ἀκρωτῶν ὑπὸ τοὺς ἐκτεθέντας βροφῆς καὶ περὶ τοῦ ἀριθμοῦ αὐτῶν ἀποφασίζεται ὁ σύλλογος τῶν καθηγητῶν.

3. Οἱ ἀκρωταὶ ἐγγράφονται ἐν ἰδιωτέρῳ μητρώῳ. Ἐν περιπτώσει ἀνελλιπούς φοιτητῶς τῶν λαμβάνουσιν αὐτοὶ κατὰ τὴν ἀποφοροῦσιν τὸν ἐκ τῆς σχολῆς, εἰδὲν ἐπιθυμῶσι τοῦτο, ἀπλῶν ἀπέδωκεν ἐμφαινόμενος τὸν χρόνον τῆς φοιτητῶς τῶν καὶ τὰ μαθήματα, ὃν τὴν διδασκαλίαν παρηκολούθησαν.

4. Ὁ ἀκρωτῆς ὅστις, ὡς ἀνω ἀπογορεύσεως λόγῳ, ἀπουσιάζει συγγνώμῃ ἢ ἐπιτείνουσι ἢ γένει συμπεριφορᾷ ἀνάφροστον, ἀπολύεται τῆς περαιτέρω φοιτητῶς μετ' ἀποφασίν τοῦ καθηγητικῶς συλλόγου.

Ἄρθρον 35.

1. Περὶ παντὸς ἀντικειμένου, περὶ ὃ δὲν λαμβάνεται πρόνοια ἐν τῷ διατάγματι τοῦτο ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐξετάσεις καὶ τὴν ἑσωτερικὴν λειτουργίαν ἐν γένει τῶν σχολῶν, ἰσχύουσιν αἱ ἀνάλογαι περὶ γυμνασίου διατάξεις, ἐφ' ὅσον δὲν ἀντικεῖται εἰς τὸν ἐξου ὀργανισμόν τῶν Ἐμπορικῶν Σχολῶν καὶ τὸ δέπτον αὐτὰς σύστημα.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας, ἀποφασίζεται τὸ Ἰπουργεῖον τῆς Ἑθνικῆς Οἰκονομίας.

Ἄρθρον 36.

Ὅταν ὁ ἀριθμὸς τῶν μαθητῶν μίας τάξεως ὑπερβαῖν τὸς 35, ἡ τάξις αὕτη δύναται, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ἰπουργοῦ, εἶτε δι' ἑκατὰ μαθητῶν, εἶτε διά τρια τούτων, νὰ διαρρῆθῃ εἰς δύο τμήματα, ὅταν ὑπερβαῖν τῶς 70 εἰς τρία τμήματα καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς.

Ἄρθρον 37.

1. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 4 ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν παρ. 6 τοῦ νόμου 2261 ὀριζόμενον ἐπίδομα διὰ τοὺς προσωρινῶς καθηγητῶν, τοὺς διοριζόμενους κατὰ τὸ ἄρθρον 10 τοῦ αὐτοῦ νόμου, δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς 600 δραχμὰς μηνιαίως ὅταν αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ἐβδομαδιαῖαι ὄρας δὲν ὑπερβαίνωσι τὰς 18. Δι' ἐκάστην δὲ τῶν πλείων τοῦ ἀριθμοῦ τούτου ὀρῶν δικαιουσίται προσθέτου ἐπίδοματος, ὀριζόμενον κατὰ τὴν κατωτέρω 7 παράγραφον.

2. Τὸ κατὰ τὰς αὐτὰς ὡς ἀνω διατάξεις ἐπίδομα διὰ τοὺς προσωρινῶς διδασκάλους δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς 400 δραχμ. μηνιαίως ὅταν αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ὄρας δὲν ὑπερβαίνωσι τὰς 18. Δι' ἐκάστην δὲ τῶν ἐπι πλείον ὀρῶν δικαιουσίται προσθέτου ἐπίδοματος, ὀριζόμενον κατὰ τὴν κατωτέρω 8 παράγραφον.

3. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 4 τοῦ νόμου 2261 μηνιαῖον ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων καθηγητῶν, ὅταν οὗτοι εἰς δημοσίῳ ὑπάλληλοι, ὀρίζεται ὑπολογιζομένης ἐκάστης ἐβδομαδιαίας ὄρας πρὸς 30 δραχμ., ἐφ' ὅσον αἱ ἀνατιθέμεναι αὐτοῖς ὄρας δὲν ὑπερβαίνωσι τὰς 4. Ἐάν δὲ ὑπερβαίνωσι τὸν ἀριθμὸν τούτων, ὑπολογίζεται πρὸς 25 δραχμὰς.

4. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 5 τοῦ αὐτοῦ ὡς ἀνω νόμου μηνιαῖον ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων διδασκάλων ὀρίζεται ὑπολογιζομένης ἐκάστης ἐβδομαδιαίας ὄρας πρὸς 20.

5. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 4 τοῦ αὐτοῦ νόμου ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων καθηγητῶν, ὅταν οὗτοι εἰς ἰδιωτικῇ ἢ δημοσίῳ, ὀρίζεται ὡς ἑξῆς :

Ἐκάστη τῶν πρώτων 8 ὀρῶν ὑπολογίζεται πρὸς 40 δραχμ., ἐκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 30.

6. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 2 § 5 τοῦ ἰδίου νόμου ἐπίδομα τῶν ἐκτάκτων διδασκάλων, ὅταν οὗτοι εἰς ἰδιωτικῇ ἢ σχολικῇ ἰατρῳ, ὀρίζεται ὡς ἑξῆς :

Ἐκάστη τῶν πρώτων 8 ὀρῶν ὑπολογίζεται πρὸς 30 δραχμ., ἐκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 20 δραχμ.

7. Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 3 § 6 τῶν αὐτῶν νόμων ἐπίδομα τοῦ Διευθυντοῦ, ὑποδιευθυντοῦ καὶ τακτικῶν καθηγητῶν τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν ὀρίζεται ὡς ἑξῆς: Ἐκάστη τῶν πρώτων 4 ὀρῶν ὑπολογίζεται πρὸς 30 δραχ., ἑκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 20 δραχ.

8. Τὸ κατὰ τὰς αὐτὰς ὡς ἄνω διατάξεις ἐπίδομα τῶν τακτικῶν διδασκάλων, τῶν ἐμπορικῶν σχολῶν ὀρίζεται ὡς ἑξῆς: Ἐκάστη τῶν πρώτων 6 ὀρῶν ὑπολογίζεται πρὸς 20 δραχμάς, ἑκάστη δὲ τῶν λοιπῶν πρὸς 15 δραχμάς.

Ἄρθρον 38.

1. Ἐκ τοῦ Β. διατάγματος τῆς 31 Ὀκτωβρίου 1919 ἀπερὶ ἐκτελέσεως τοῦ νόμου Β' 274 τῶν 1903 καταργούνται τὰ ἄρθρα 1—36, 73, 74, 82 καὶ 84.

2. Ἐπίσης καταργεῖται ἐκλόγητον τὸ Β. Διάταγμα τῆς 16 Ἀπριλίου 1920 ἀπερὶ ἐκτελέσεως τοῦ νόμου 2261.

3. Διατηροῦνται ὅμως ἐν ἰσχύϊ ὡς ἄνω καταργούμεναι διατάξεις εἰδικῶς δὲ διὰ τῶν μαθητῶν τοῦ μέλλουσας νὰ ὑποσῶσι συμπληρωματικὰς ἐξετάσεις κατὰ Σεπτέμβριον 1921.

4. Ἡ ἰσχύς τοῦ διατάγματος τούτου ἀρχεῖται ἀπὸ 1 Σεπτεμβρίου 1921.

Ἐἰς τὸν αὐτὸν Ἰπουργὸν ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος διατάγματος.

Ἐν Ἀθῆναις τῆς 15 Ἀπριλίου 1921.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας Ἰπουργὸς
I. Α. Ράλλης

(8)

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ περὶ δημοσίας τῶν χημικῶν λιπασμάτων Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐγὼντες ὑπ' ὄψει τοῦ ἄρθρου 9 τοῦ νόμου 527 ἀπερὶ ἐμπορίας τῶν χημικῶν λιπασμάτων καὶ τῶν νόμων 1274 τοῦ 1918, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ἰπουργοῦ, μετὰ γνωμοδότησιν τοῦ κατὰ τὸ αὐτὸ Ἰπουργείου Γεωργικῶν Συμβουλίου, ἀπεφασισμένων καὶ διατάσσων:

Ἄρθρον 1.

Ἐἰς τὸ τέλος τῆς τελευταίας παραγράφου τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915 ἀπερὶ ἐμπορίας χημικῶν λιπασμάτων προστίθεται:

«Ἀπαγορεύεται ἐπίσης ἡ ἀνάμιξις ὕλων περιουσιῶν ἀδιάλυτων εἰς ὕδωρ ἢ τοῦλάχιστον εἰς κηρικὸν διάλυμα φωσφορικῶν ὀξέων μετὰ ἀξυτοχῶν ἢ καὶ κελαιοχῶν λιπασμάτων, ἐπὶ σκοπῶν παρασκευῆς συνθέτων (μικτῶν) τοῦτων.»

Ἄρθρον 2.

Τὸ ἄρθρον 7 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915 τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς:

1. Ὁ ἀγοραστὴς χημικῶν λιπασμάτων, εἴ ἔστω τὸ ἀγορασθὲν ποσὸν εἶναι ἄνωτερον τῶν 50 χιλιογράμμων, δικαιούται κατὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ λιπασματοῦ νὰ ζητήσῃ παρ' αἰουδήποτε γεωποικιτοῦ ὑπαλλήλου ἢ παρ' ἄλλου ἐκ τῶν ἀνεργησιασμένων ὑπὸ τοῦ νόμου δικηρικῶν, ἀστυνομικῶν, τελωνιακῶν, ἐφοριακῶν ὑπαλλήλων τοῦ Κράτους, εἰρηνοδικῶν καὶ προέδρων ἐμπορικῶν ἢ γεωργικῶν ἐπιμελητηρίων τὴν λήσιν διαγμάτων ἐνόπιον καὶ τοῦ πωλητοῦ καὶ ἀποστολῆν αὐτῶν διὰ τοῦ Ἰπουργείου Γεωργίας εἰς Γεωποικινὸν Χημικῶν τοῦ Κράτους πρὸς ἐξελέγησιν. Ὁ

αἰτήσας τὴν διαγματολησίαν προκατεβάλλει τὸ κακανονισμένον τέλος ἀναλύσεως. Μετὰ τῶν διαγμάτων ὁ ἀποστέλλεται παρὰ τοῦ ἀνεργησιαστος τὴν διαγματολησίαν ὑπαλλήλου καὶ τὸ παρὰ τοῦ πωλητοῦ διὰ τὸ ὑπ' ὄψει ἔστω λιπασμα παρεχόμενον ἐντοπον περιεκτικότητος.

2. Ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως τοῦ πωλητοῦ νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν διαγματολησίαν, ἀπαρτρεῖται ὁ ἀγοραστὴς εἰς τὸ Ἰπουργεῖον τῆς Γεωργίας, ὅπου ἕξει τὴν τιμωρίαν τοῦ πωλητοῦ, κατὰ τὸ ἄρθρον 8 τοῦ νόμου 527.

3. Ὁ ἀγοραστὴς δικαιούται, εἴ ἔστω διατρεῖ ἐσπραγισμένους τοὺς περιέχοντας τὰ λιπασματα σόκκου ἢ βυτία κ.λπ., νὰ ζητήσῃ τὴν, κατὰ τὰ ἄνωτέρω, διαγματολησίαν καὶ ἐντός 15 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς παραλαβῆς των.

Ἄρθρον 3.

Τὸ ἄρθρον 8 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς:

1. Ἡ πρὸς τὰς ἄνω ἀρχὰς αἰτήσεις πρὸς διαγματολησίαν πρέπει νὰ γίνηται προφορικῶς μὲν εἴ ἔστω αὐτὴ πρόκειται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ λιπασματος, ἐγγράφως δὲ καὶ εἴ ἂν ἀπλοῦ χάρτου τὸν αἰτούντος ἀγοραστοῦ, καθορισθῶν ἐν αὐτῇ τὰ ὄντα καὶ τὰς διευθετήσεις αὐτοῦ τε καὶ τοῦ πωλητοῦ, εἰδὲν ἡ διαγματολησίαν πρόκειται νὰ γίνῃ μετὰ τὴν παραλαβὴν.

2. Ἡ πρὸς ἄν ἐγένετο ἡ αἰτήσις ἀρχῇ φερέσει α') εἰδὲν ἡ διαγματολησίαν πρόκειται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν παραλαβὴν τοῦ λιπασματος νὰ συνοδεύσῃ τὸν αἰτῆσαντα ἀγοραστὴν εἰς τὸ μέρος τῆς παραλαβῆς, β') εἰδὲν ἡ διαγματολησίαν πρόκειται νὰ γίνῃ μετὰ τὴν παραλαβὴν, νὰ εἰδοποιήσῃ ἀμέσως καὶ ἐγγράφως πρὸ πάντων τοῦλάχιστον ἡμερῶν ἀγοραστὴν καὶ πωλητὴν, προσδιορίζουσα τὸν τόπον, τὴν ἡμέραν καὶ τὴν ὥραν τῆς διαγματοληψίας, ἵνα παρασῶσι κατ' αὐτὴν εἴτε ἀνυποσῶσι εἴτε δι' ἀνυποσῶσι.

3. Ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ πωλητοῦ ἢ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ, ἡ διαγματολησίαν διεργεῖται παρουσίᾳ δύο μαρτύρων γνωριστῶν γραφῶν καὶ ἀνάγνωσιν.

4. Ἐὰν ἡ μεταλήσις τοῦ ὑπαλλήλου εἰς τὸν τόπον τῆς διαγματοληψίας ἀπαρτῆ μεταγωγικῶν μέσων, ἢ πρὸς τοῦτο δαπάνη βαρύνει τὸν αἰτούντα ἀγοραστὴν.

Ἄρθρον 4.

1. Εἰς τὸ ἄρθρον 10 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος, μετὰ τὴν λέξιν «εἰσαλιθῶν» προστίθεται ἡ πηλίνων δογματῶν ἐσωτερικῶς βερνικισμένων.

2. Ἡ τελευταία περιηχὸς τοῦ α' ἀδαρ. τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου: «Ἐὰ φερέσει ἀπραγματοῦναι δι' ἰσπανικῶν κηροῦ διὰ δύο σφραγίδων, μίαις δύο ἀγοραστοῦ καὶ ἑτέραις τοῦ πωλητοῦ, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς: «Ἐὰ φερέσει ἡ δογματῶν σφραγίζονται δι' ἰσπανικῶν κηροῦ διὰ τῆς σφραγίδος τῆς ἀνεργησιαστος τὴν διαγματολησίαν ἀρχῆς, δυναμῶν καὶ τοῦ ἀγοραστοῦ καὶ τοῦ πωλητοῦ καὶ θέσται ἐπὶ πλῆθον καὶ τὴν ἰδικὴν των σφραγίδα, εἴ ἔστω κέντηται τοιαύτη».

3. Εἰς τὸ τελευταίον ἐδάδιον τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου μετὰ τὴν λέξιν «ἀποστέλλονται» προστίθεται αὐτὰ τοῦ Ἰπουργείου τῆς Γεωργίας.

Ἄρθρον 5.

Ἐἰς τὸν ἐν ἄρθρῳ 11 τοῦ αὐτοῦ διατάγματος ἀναγραφόμενον τύπον πρωτοκόλλου διαγματοληψίας μετὰ τὴν λέξιν «εἰσαλιθῶν» προστίθεται («ἢ πηλίνων δογματῶν»), ἡ παρικοπὴ «εἰς τῆς σφραγίδος..... παρὰ δύο ἀγοραστοῦ καὶ τῆς σφραγίδος..... τοῦ πωλητοῦ» ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς: αὐτὰ τῶν σφραγίδων..... (ἀναγράφεται ἡ ἐνεργησιαστος τῆς διαγματοληψίας ἀρχῆς καὶ τὰ ὄντα τοῦ πωλητοῦ καὶ ἢ ἀγοραστοῦ, εἴ ἔστω καὶ οὗτοι ἔθεσαν τὰς σφραγίδας των), ἡ δὲ

περικλήθη «ἀπεσταλάξαν εἰς τὸ ἀντικλιθεῖσθαι διὰ τῆς ἀπεσταλάξαν διὰ τοῦ Ἰπουργείου Γεωργίας εἰς τὸ ἀρμόδιον».

Ἄρθρον 6.

1. Ἐν ἔδαφ. α' τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος, μετὰ τὴν λέξιν «αἰδοποιούσας» προστίθεται αἰδιὰ τοῦ Ἰπουργείου Γεωργίας. Ἐν ἔδαφ. δὲ β' τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου μετὰ τὴν λέξιν «καινοποιεῖ» προστίθεται αἰδιὰ τοῦ Ἰπουργείου τῆς Γεωργίας.

2. Ἐπίσης ἐν ἔδαφ. β' τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ αὐτοῦ Β. διατάγματος μετὰ τὴν φράσιν «τὰ δειγμάτια ἀποστελλόμενα» προστίθεται αἰδιὰ τοῦ Ἰπουργείου Γεωργίας.

Ἄρθρον 7.

Τὸ κατὰ τὸ ἄρθρον 4 ἔδαφ. γ' τοῦ νόμου 527 παρεχόμενον ὑποχρεωτικὸς παρὰ τὸ πωλητὸν εἰς πάντα ἀνεξαιρέτως ἀγοραστὴν ποσὸν 50 χιλιογράμμων καὶ ἕνω ἐντυπον πρέπει νὰ ἀναγράφῃ:

1) Τὴν ὀνομασίαν ὄφ' ἣν πωλεῖται τὸ λίπασμα.
2) Τὴν εἰς ἄκρον, φωσφορικὸν ὀξὺν (P205) διαλυτὸν εἰς ὕδωρ ἢ τοῦλάχιστον εἰς κεντρικὸν διάλυμα) καὶ κάλι (K20) περιεκτικότητά αὐτοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατῶν.

3) Τὴν χημικὴν μορφήν, ὄφ' ἣν τὰ στοιχεία ταῦτα ἢ μέρος αὐτῶν εὐρίσκονται ἐν τῷ λίπασματι.

4) Τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμμων, ὡς καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως ἐκάστης λιπαντικῆς μονάδος, ὡς ὑπελόγησε τὸ ἔργαστάσιον εἰς τὰς ἀποθήκας τοῦ λίπασμα τελείως συνεσκευασμένον πρὸς μεταφορὰν ἢ ὅ ἐν Ἑλλάδι ἐμπορικὸς οἶκος εἰς τὸν πρῶτον τόπον τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ λιπασματος εἰς τὴν Ἑλλάδα. Ἐπίσης καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμμων ἐν τῷ τόπῳ τῆς πωλήσεως, ἐν τῇ ὁποίᾳ περιλαμβάνεται ἡ ἀρχικὴ ἀνοτέρω τιμὴ πωλήσεως, ὑψημένη κατὰ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς μέχρι τοῦ τόπου τῆς πωλήσεως.

5) Τὴν προέλευσιν τοῦ λιπασματος (χώραν καὶ οἶκον).

6) Τὸν βαθμὸν τῆς λειοτριβήσεως τοῦ λιπασματος, ἐφ' ὅσον κρίνεται περὶ φωσφορῶντος σκληρίας.

7) Τὸ ποσὸν τῶν ἐν αὐτῷ τυγνῶν ἐπιπέλαθων οὐσιῶν.

Τὰ ἐντυπα ταῦτα καταρτίζονται κατὰ κοινὸν τύπον καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ Ἰπουργείου τῆς Γεωργίας.

Ἄρθρον 8.

*Ἰλαί, περιέχουσαι φωσφορικὸν ὀξὺν ἀδιάλυτον εἰς ὕδωρ ἢ

τοῦλάχιστον εἰς κεντρικὸν διάλυμα, δύναται νὰ πωλῶνται μόνον ὡς ἀπλᾶ χημικὰ λιπάσματα καὶ ὑπὸ τὸν ὄρον, ἵνα τὰ καταρτιζόμενα κατὰ κοινὸν τύπον καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ Ἰπουργείου τῆς Γεωργίας ἐντυπα ἀναγράφουσι:

1) Τὴν ὀνομασίαν τοῦ λιπασματος.

2) Τὴν περιεκτικότητά αὐτοῦ εἰς φωσφορικὸν ὀξὺν (P205).

3) Τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμμων, ὡς καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως δι' ἐκάστην μονάδα ἀδιαλύτου εἰς κεντρικὸν διάλυμα φωσφορικῶ ὀξέος (P205), ὡς ὑπελόγησε τὸ ἔργαστάσιον εἰς τὰς ἀποθήκας τοῦ διὰ τὸ λίπασμα τελείως συνεσκευασμένον πρὸς μεταφορὰν ἢ ὅ ἐν Ἑλλάδι ἐμπορικὸς οἶκος εἰς τὸν πρῶτον τόπον τῆς εἰσαγωγῆς τοῦ λιπασματος εἰς τὴν Ἑλλάδα. Ἐπίσης καὶ τὴν τιμὴν πωλήσεως κατὰ σάκκον τῶν 100 χιλιογράμμων ἐν τῷ τόπῳ πωλήσεως, ἐν τῇ ὁποίᾳ περιλαμβάνεται ἡ ἀρχικὴ κατὰ τὰ ἀνω τιμὴ, ὑψημένη κατὰ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς μέχρι τοῦ τόπου τῆς πωλήσεως. Ἡ τιμὴ τοῦ ἀδιαλύτου δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίῃ τὸ ἕμισυ τῆς τιμῆς τοῦ διαλυτοῦ φωσφορικοῦ ὀξέος.

4) Τὴν προέλευσιν τοῦ (ἐκ ποίας ὄλης παρήχθη, ἐκ ποίας χώρας καὶ ποίου οἴκου προῆλθε).

5) Τὴν βαθμὸν τῆς λειοτριβήσεώς του.

Προσέτι τὸ δελτίον δέον νὰ περιλαμβάνῃ σημεῖωσιν, ὅτι τὸ λίπασμα τοῦτο παρέχει λιπαντικὰς ὀφελείας κυρίως εἰς ὄξωα ἔδαφα ἀργῶν, εἰς ὄξωα ἰδίας λιβάδας, εἰς ὄξωα καὶ ἢ πτωχὰ εἰς ἄσβεστον ἔδαφον, ὡς καὶ διὰ τὸν ἐμπλουτισμὸν τῆς κοπρίας εἰς φωσφορικὸν ὀξὺν ἐπὶ τοῦ κοπροσωροῦ ἢ τῶν οὐρῶν (κοπροπύριον). Ἐπίσης δὲ ὅτι ἡ ἀξία ἐκάστου χιλιογράμμου ἀδιαλύτου δὲν πρέπει νὰ εἶναι ἀνοτέρω τῆς τοῦ ἕμισους τοῦ διαλυτοῦ ὀξέος.

Ἄρθρον 9.

Τὸ ἀπὸ 1 Φεβρουαρίου 1921 ἡμέτερον διάταγμα ἀπερὶ συμπληρώσεως τοῦ Β. διατάγματος τῆς 12 Δεκεμβρίου 1915 περὶ ἐμπορίας χημικῶν λιπασμάτων, καταργεῖται.

Εἰς τὸν ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ἰπουργῶν ἀνατίθεται τὴν δημοσιεῖσιν καὶ ἐκτελεῖσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Πρωτοῦ τῆ 22 Αὐγούστου 1921.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ἰπουργός

Κ. Τερτίπης